

Le Pouvoir c'est Vous



GAMESU

Alberto Olympio

Préface de Laurent Bigot

*Collection
Tourbillon*

 Editions
Awoudy

Le Pouvoir c'est Vous

« Toujours en avant, jamais en arrière. »

Charles Urbano Olympio, mon père.

Alberto OLYMPIO

Le Pouvoir c'est Vous

Gamesu

Préface de Laurent Bigot

Editions Awoudy

ISBN 978-2-37316-034-5

© 2016 Alberto Olympio
© Editions Awoudy, Lomé, 2016
B.P. 14524 Lomé - Togo
Tel : (+228) 22301576 - Cel 90062327
edit.awoudy@hotmail.fr
www.editionsawoudy.com
Juin 2016

*Tous droits de reproduction, d'émission
ou d'adaptation réservés pour tout pays.*

Préface

La première fois que j'ai rencontré Alberto Olympio, j'étais sous-directeur pour l'Afrique de l'Ouest au Quai d'Orsay. C'était en 2010. On ne s'est plus quittés depuis. Il m'avait été recommandé par un ami qui m'avait dit d'Alberto qu'il était un chef d'entreprise dynamique, déterminé et iconoclaste. Il avait vu juste. Très vite lors de l'entretien, Alberto m'a fait part de son projet de se présenter à l'élection présidentielle de 2015 au Togo. Il est temps que je donne de mon temps pour mon pays, me dit-il. Pour ne rien vous cacher, je le trouvais gonflé, le Alberto ! Pas vraiment connu dans son pays, novice en politique, il voulait détrôner la dynastie Gnassingbé! Et puis en l'écoutant m'expliquer sa vision, j'ai dû me résoudre à admettre une chose : seul un OVNI pourra réussir le pari insensé de faire tomber Faure. Et Alberto est un OVNI.

Alberto Olympio explique dans ce livre son expérience électorale de 2015. Vous y découvrirez un Alberto entier, allergique à toute forme de compromission. C'est la raison

pour laquelle il a finalement renoncé à déposer son dossier de candidature, tant le scrutin était verrouillé par le pouvoir. Participer à une mascarade électorale n'est pas vraiment dans le tempérament d'Alberto. Abandonner encore moins. Certains disent qu'il a péché par excès d'optimisme, qu'il a péché par excès d'intégrité. Peut-être. Mais dans le combat qu'il mène pour le Togo, il en faut, de l'optimisme et de l'intégrité. Il en faut, des doses qui dépassent la norme humaine. Et Alberto explose les standards en la matière. Alberto a refusé les compromissions auxquelles les autres candidats ont cédé. Alberto Olympio a financé sa campagne sur ses fonds propres. Il ne le dira pas trop car il est pudique mais cette aventure lui a coûté cher. Très cher. Mais qu'à cela ne tienne, Alberto ne renoncera pas.

J'ai vu combien Alberto Olympio a travaillé pour cette campagne, ses actions de terrain en attestent. Dès 2010, il m'avait fait part de sa conviction que les femmes étaient des agents du changement. Il voulait s'appuyer sur elles pour que le Togo bascule dans la modernité. C'est plus que jamais son ambition. Il sait aussi combien la jeunesse est déçue des politiciens. Pour cela, son refus de toute compromission est sa meilleure réponse. Fort de sa conviction que le peuple togolais a son destin en main, il veut l'accompagner sur le chemin de la liberté en reléguant aux manuels d'histoire la dynastie Gnassingbé. Loin de lui l'envie de régler des comptes avec le passé. Il veut juste que le Togo tourne la page politique débutée en 1963 pour retrouver un souffle nouveau. Et à tous ceux qui craindraient une chasse aux sorcières une fois Alberto élu, je leur rappelle que parmi les

Préface

nombreuses qualités d'Alberto, il en est une des plus nobles, sa capacité à pardonner. Ce qui intéresse Alberto c'est de bâtir pour demain. Il ne veut pas que son pays perde du temps à régler des comptes qui ne changeront rien à ce qui s'est passé. Cette posture, si rare en politique, est l'apanage des humanistes. C'est ainsi que Nelson Mandela a permis à l'Afrique du Sud de tourner la page de l'apartheid.

Je souhaite à Alberto de réussir son pari fou, il le mérite, le Togo aussi.

Laurent Bigot

« Je ne perds jamais. Soit je gagne, soit j'apprends »
Nelson R. Mandela

PARTIE 1
UN AN !

1

Bis Repetita

Je suis à Lomé. Il est 22h30. Nous sommes le 5 Avril 2015. Je rentre du siège du Parti des Togolais. J'y avais passé une partie de la journée avec les militants et quelques membres de mon cabinet. Nous devons rester fermes et continuer la bataille pour la transparence totale de l'élection présidentielle. Nous tenons un bon bout. L'audit du fichier électoral au Sénégal et au Niger, fruit d'un travail sérieux de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) a duré en moyenne quatre mois. Ceci devrait être le cas pour le Togo, l'OIF étant dans nos murs. Nous venons de démontrer l'anormalité des fluctuations des données du corps électoral fournies par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). Bien loin de nos réalités démographiques, les populations en âge de voter augmentent subitement pour l'élection présidentielle, et diminuent deux ou trois ans après pour les législatives. Nos projections donnaient entre six cent mille et neuf cent mille électeurs

fictifs sur la version 2015 du fichier électoral. Bien sûr, nous avons été prévenus, mais il fallait vraiment le voir pour le croire.

Il avait plu trois jours plus tôt. Je me souviens de mon agacement en voyant les rues de mon quartier Hedzranawoe encore inondées. Moi je fais partie des privilégiés en 4x4 qui ne souffrent pas directement d'une urbanisation laissée à la dérive. La situation avait pourtant le don de m'agacer.

Comme souvent je demande au chauffeur de ralentir et de faire attention à ne pas éclabousser les passants. Je continue à réfléchir sur l'ampleur de la tâche qui attend celui qui prendra les rênes de ce pays pour un véritable changement : A l'image de cette rue indigne d'une capitale se voulant carrefour commercial sous régional, c'est tout le Togo qui crie à l'aide et qui veut se développer.

Je repense à nos plans, nos fichiers, nos projections à 5-10 ans, à ces politiques que nous souhaitons mener. Cette excitation de dévoiler nos projets et de montrer qu'avec des idées et de la bonne volonté, on peut faire beaucoup mieux que ce qui a été proposé aux togolais jusque-là, s'empare une fois encore de moi. J'ai envie d'y être.

La tournée de présentation de « *Je prends le parti des togolais* » s'était plus que bien déroulée. J'avais promis de revenir pendant la campagne avec un plan d'action, décliné par région. « *Mieux vivre c'est possible* », j'allais le démontrer. Je me surprends à dire à voix haute « *GAMESU* ». Le bruit du portail qui s'ouvre, me sort de mes pensées, nous venons d'arriver à mon domicile.

Comme souvent, il y a du monde qui m'attend. Une trentaine de militants et sympathisants du parti ce jour-là.

En montant les escaliers, je me moque de mon meeting avec moi-même dans la voiture, en me lançant pour conclure la séquence : « *Président Alberto*, pour le moment tu n'y es pas encore : les amis de l'OIF n'ont pas encore rendu leur verdict et déclaré ce fichier COUPABLE ».

Nous n'attendions que ça. Les choses traînaient d'ailleurs au sein de la CENI. Ce que nous interprétions comme un signal encourageant.

Remporter cette victoire sur le fichier changerait tout. Si, pour ma première participation à un scrutin présidentiel au Togo, nous pouvions offrir au pays des élections véritablement transparentes, alors ce serait de toute façon une victoire pour notre formation politique et pour les togolais. Le reste ne serait que la cerise sur le gâteau. Moi en bon gourmand, je voulais bien sùr les deux.

Je passe un moment avec les militantes et militants venus me faire une visite. Nous refaisons le monde, et surtout le Togo. Je rassure les déçus qui avaient peur d'être privés de la frénésie d'une campagne électorale, puis, un brin moqueur, je leur dis que je n'avais pas l'intention de sponsoriser à coups de millions de CFA un 60% de Monsieur Faure Gnassingbé. Je lance pour finir à un de mes interlocuteurs : « La presse a dit à mon sujet qu'un rêveur nous est né, pas un idiot ». Nous éclatons de rire.

Certes, l'heure était grave, mais nous retrouvons cette capacité africaine à rire de nos maux pour mieux les affronter. La thérapie du rire.

Mes invités finissent par me quitter, non sans que je ne les rassure encore une fois au sujet de l'OIF. Non, ils ne vont pas fermer les yeux, ils ont toujours dit que le fichier électoral

propre est la base de toute élection crédible

Ils vont nous donner raison et nous reprendrons la main sur le processus électoral. Les populations galvanisées par cette première victoire attendue depuis longtemps se remobiliseront pour la réinscription sur les listes, le vote et surtout la surveillance du scrutin. Je suis confiant.

Un peu avant minuit, on m'annonce une dernière visite. Un journaliste vient me voir. La nouvelle qu'il m'apporte est à peine croyable au vu des événements récents et des promesses faites de part et d'autre.

Notre Plus Petit Dénominateur Commun venait de rendre son dernier souffle sur la table d'une négociation entre parties prenantes du scrutin :

« Alberto, Il n'y aura pas d'audit du fichier électoral, ils se sont mis d'accord ».

J'ai un moment de silence, alors que plein de choses bouillonnent à l'intérieur de moi :

« Ils se sont mis d'accord » ? Sur quoi ? Sur du faux ? Sur un fichier qui a été décrié depuis 2005 et dont le nettoyage est inscrit au même titre que les réformes dans l'Accord Politique Global (APG) signé en 2006 ? INCROYABLE ! Il m'explique alors que c'est couru d'avance et que je ne connais pas encore mes «frères de l'opposition». Il pousse même le bouchon un peu plus loin en me demandant subtilement pourquoi je n'envisagerais pas de mettre mes talents au service du développement du Togo ? « Encore un qui n'a rien compris », me dis-je en l'écoutant.

Personne de sensé ne met sa carrière et l'œuvre de sa vie entre parenthèses pour venir « construire » un pays aux côtés d'une équipe dont le chef reconnaît à mots couverts faire partie de la minorité qui confisque les richesses de

tout le Togo au détriment de la majorité.

Je reviens à mon invité, qui m'explique qu'un consensus a été trouvé par les cinq candidats, et ceci malgré les flagrantes anomalies du fichier électoral que nous dénonçons tous.

Quelle déception ! J'essaie de saisir la logique de la manœuvre et je ne la trouve pas. Elle se heurte à mon côté cartésien. Tout était pourtant clair, et je l'avais expliqué à tous les camarades de l'opposition qu'il m'avait été permis de rencontrer.

Au milieu de tous les désaccords, il nous restait un point de ralliement objectif : La transparence du scrutin. En faisant bloc autour de cet objectif, il deviendrait de facto le premier pion d'un effet domino qui pourrait sur son passage ouvrir les portes de l'alternance à nos concitoyens.

Je raccompagne mon invité à la porte, et je me dis qu'il va falloir que je porte la nouvelle officieuse au reste de l'équipe, à commencer par mes plus proches conseillers. J'imagine la déception de certains, la colère chez d'autres. Nous y étions presque ! Cette question du fichier est venue comme un grain de sable bloquer la routine habituelle des processus électoraux au Togo. Les évidences étaient telles que le président de la CENI et le ministre de l'administration territoriale et des collectivités locales eux-mêmes furent obligés d'admettre que le fichier togolais posait problème.

La nouvelle sera rendue publique trois jours plus tard et le fichier officiellement déclaré « non fiable mais consensuel ».

Ce 8 Avril 2015, je suis resté à mon domicile et j'ai annulé tous mes rendez-vous au siège du Parti des Togolais.

J'avais besoin de m'isoler pour réfléchir. Je ne voulais pas me l'avouer à l'époque, mais j'étais plus sonné et

abasourdi que réellement en colère. Ce qui allait se passer par la suite, je le savais.

Je prépare alors ma dernière allocution publique avant de me promettre de ne plus rien dire jusqu'à la proclamation des résultats, pour ne pas être accusé d'être la cause de la défaite de mes compagnons.

Je ne peux m'empêcher de me demander ce qui pousse des personnes à abandonner aussi facilement une conviction alors que tout portait à croire le contraire. Je repense aux premières élections qu'a connues notre pays et à la lutte des indépendantistes pour ne laisser d'autre choix à leur adversaire que l'organisation d'un scrutin transparent.

Je me repasse en tête l'histoire du Togo, cette histoire tant de fois vantée par mon père. Une histoire de résistants. Des hommes et des femmes de parole qui ne transigeaient pas sur leurs principes. Ils venaient de tout le Togo.

Je me demande si notre génération et tous ces jeunes qui célèbrent l'indépendance de notre pays ou qui scandent comme cri de guerre le fameux « *Ablodé* », comprennent les réelles implications de cette lutte. Leur en a-t-on parlé? Aucune lutte pour la liberté ne s'obtient uniquement par la force de la volonté ou l'énergie du militantisme. Il faut des stratégies, de la discipline et surtout savoir se montrer inflexible pour ce qui est important. La liberté ne se donne pas. La liberté ne se vend pas. La liberté s'arrache.

Nos aînés, en plus de leur abnégation, avaient ce que nous appelons l'intelligence de la lutte. Cela leur permettait de se réinventer constamment pour affiner leur stratégie et colmater les brèches ayant permis à leurs adversaires de gagner une bataille.

Je vois les moments de douleurs, mais également les quelques victoires célébrées par un peuple avide de liberté et de justice.

Aussi petites soient-elles, c'est sur ces victoires que je décide de me concentrer. Un peuple qui ne se rappelle plus le goût de la victoire est prompt à abandonner les batailles qui comptent. Les leaders aussi font partie du peuple, et c'est ce qui venait de nous arriver.

2015 sera encore une chance de réussite ratée. Le 28 Avril 2015, le chef de l'état sortant sera déclaré vainqueur par la CENI avec un score de 58,75% des voix. Douche froide pour certains, non-événement pour moi.

Sans vouloir remuer le couteau dans la plaie, ce qui s'est passé était largement prévisible.

Quelques semaines plus tôt alors que nous étions en plein bras de fer sur la question du fichier électoral et des réformes politiques, le gouvernement réuni en Conseil des ministres à Pya passe en force : Un communiqué est publié dans la nuit du 27 au 28 février portant convocation du corps électoral et fixant la date du scrutin au 15 Avril 2015.

A cette époque, les opérations de recensement et de consolidation n'étaient pas finalisées. Le corps électoral convoqué était donc techniquement fictif. Le décret violait totalement les règles du code électoral.

Le Parti des Togolais fait une saisine de la Cour constitutionnelle pour dénoncer le caractère illégal de ce décret. Cette cour se rendra coupable d'un déni de justice et nous n'obtiendrons pas gain de cause.

Des membres de l'opposition présents à la CENI ont bien tenté de protester et ont même choisi de quitter l'organisation pour manquements au niveau du

fichier et du chronogramme d'organisation des élections. La fronde ne durera hélas que quelques jours avant qu'ils ne reviennent par la suite, persuadés de pouvoir tout de même «prouver au peuple togolais via ces élections que le Régime RPT/UNIR était un spécialiste de la fraude». Avec le recul, il est facile de comprendre qu'ils n'avaient pas d'autre choix que d'aller jusqu'au bout de la logique participationniste. Les candidatures étant déjà déposées, il était impensable pour la mariée d'annuler la cérémonie une fois qu'elle avait déposé les documents à la mairie et que les invitations étaient lancées. Tout autre désaccord ne pouvait être assimilé qu'à de petites querelles d'amoureux réglées une fois la nuit tombée.

A partir de ce fameux décret, tout ira très vite. Les candidats n'auront que 48 heures, plus un délai supplémentaire de 24 heures, soit 72 heures au total pour déposer leurs dossiers de candidature à la CENI.

Je me souviens pendant ces 48 heures avoir eu à répondre encore et encore à la même interrogation de mes interlocuteurs : « Finalement Alberto tu vas déposer ton dossier ? ». Sine-qua-non ne semblait pas avoir le même sens en politique togolaise que pour le commun des mortels, et ça, les autorités togolaises le savaient bien. L'opposition togolaise, ils la pratiquaient depuis bien plus longtemps que nous au Parti des Togolais.

Nous avons ainsi vu les candidatures se succéder pendant ces 48 heures. Parce que, semblait-il, c'était le meilleur « choix politique » à faire.

N'ayant jamais été considéré comme «bon politicien» par les spécialistes, je ne risquais pas de surprendre grand monde. Mon dossier de candidature restera donc à sa place,

dans le tiroir de mon bureau à mon domicile.

Cette décision était commune et irrévocable. Suicide politique pour certains, lâcheté pour d'autres, cohérence pour mon équipe et moi-même. Ce que certains camarades ne veulent pas comprendre, c'est qu'on ne s'oppose pas seulement à une dictature. **On lui résiste.**

Je savais déjà que les mois à venir n'allaient pas être de tout repos. Il faudra redonner espoir et confiance, sans parler des péripéties judiciaires liées à Axxend, la société d'ingénierie informatique dont je suis le fondateur.

Certains nous considéraient déjà comme enterrés une fois les élections passées. Moi, intérieurement je leur donnais rendez-vous dans un an. Certaines bourdes sont irréparables. Il est temps d'organiser 2016.

Un an, c'est ce qu'il faudra pour que les masques et voiles tombent et que mes compatriotes comprennent une fois pour toutes qu'ils doivent prendre eux-mêmes leur avenir en main. Il faudra qu'ils réalisent que le pouvoir est délégué aux politiciens mais que c'est le peuple qui le détient, bien évidemment quand il en a conscience. C'est cette prise de conscience qu'il nous faut susciter de nouveau en eux. Ce sera désormais notre objectif premier sur les mois à venir. Réveiller la conscience togolaise de son long sommeil, puis redonner le goût de la réflexion et de l'action à des millions de compatriotes désabusés.

D'ici là, Monsieur Faure Gnassingbé aura trouvé quatre compagnons de route pour sa troisième aventure électorale ambiguë. Le résultat, bien sûr, ne sera qu'une formalité.

Il innovera toutefois pour le lot de consolation. La nouvelle circulait déjà. Il n'y aura pas d'accord historique comme en 2010, juste la « reconnaissance » du statut d'opposant, à travers la désignation d'un chef de file : Une

forme de « *président des opposants* » avec rang de président d'institution.

Cette opération diplomatique et commerciale servira à démontrer que le pouvoir togolais collabore avec l'opposition pour « le bien du pays », une belle plaquette pour les partenaires.

Doter une opposition qui sortira plus atomisée que jamais d'un chef de file cristallisant toutes les crispations, rien de tel pour affaiblir la démocratie à l'intérieur tout en polissant son image à l'extérieur.

Quant à moi, il me faut apprendre de nos erreurs et tirer une leçon de nos expériences. Pressé de nature, j'ai voulu implémenter très vite, (trop vite ?) un modèle inexistant chez nous. Ceci en à peine un an. Les togolais n'étaient pas prêts à tout intégrer aussi vite. Comment aurait-il pu en être autrement ? Nous ne les y avons pas assez préparés.

Tout était à refaire, et les deux années à venir n'étant pas des années électorales, quoi qu'on veuille nous faire croire, nous prendrons le temps de poser les bons fondements et surtout de mieux nous faire comprendre.

2

1-2-3 Fraudez !

« La folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent. » disait Albert Einstein.

Beaucoup n'ont pas compris la raison pour laquelle nous avons autant insisté sur le nettoyage du fichier électoral comme condition *sine qua non* de notre participation au scrutin d'Avril 2015.

Ce n'était ni par coquetterie, ni pour fuir le verdict des urnes comme l'ont prétendu certains. Encore moins par volonté de tripatouiller le fichier à mon bénéfice, comme d'autres ont voulu grossièrement le laisser entendre. Beaucoup voulaient savoir s'il était plus important de procéder aux réformes ou au nettoyage du fichier : c'est comme si vous me demandiez si pour laver votre linge il vous fallait du savon ou le frotter ? Il faut les deux si vous souhaitez qu'il soit propre.

La crédibilité d'une élection ne se joue pas le jour de

la promulgation du résultat, ni même le jour du scrutin. Comme tout examen de passage important, c'est en fonction de la préparation qu'il sera possible de juger de la qualité du résultat final.

Ceci est le grand point de faiblesse des missions d'observation qui arrivent bien après la période de préparation, alors que les techniques de fraude ont évolué et s'opèrent en amont. Le jour du scrutin, on ne s'occupe véritablement que du déroulement du vote, or la fraude électorale prend sa source, entre autres, dans la composition et le fonctionnement des organes institutionnels, dans le non-respect des textes et dans la manipulation du fichier électoral.

Beaucoup étaient surpris de voir le spectacle désolant de la proclamation des résultats sur la chaîne de télévision nationale devant les observateurs et journalistes du monde entier :

- Un président de la CENI, proche du pouvoir, au bord de l'épuisement et arrivant à peine à lire correctement les résultats qui lui ont été intimé de prononcer. Des résultats annoncés en retard et malgré tout avec des erreurs arithmétiques. Surréaliste!

- Un vice-président proche d'un parti de l'opposition parlementaire conduit manu militari hors du siège de la CENI pour avoir voulu interrompre la proclamation de résultats que son parti jugera frauduleux. Effarant !

A la Commission Electorale Nationale Indépendante, la tension est vive entre membres défendant des intérêts politiques opposés. Certains ont même failli en venir aux mains. Désolant !

Nous recevions au jour le jour informations et commentaires de part et d'autre. Au final, ce sera une vraie fausse surprise, même si certains ont tenté de nous faire croire qu'il était possible de s'attendre à un autre épilogue que celui qui nous a été servi ce soir du 29 Avril 2015.

Comme pour toute fausse surprise, l'indignation sera courte et modérée. La « plage du changement » n'accueillera pas de contestataires : C'est aussi cela le changement.

C'est ainsi qu'une partie du Togo aura commémoré le 27 Avril avec une gueule de bois. Cette fois-ci, même les activistes les plus virulents sont tellement assommés qu'ils ne trouvent plus la force de lancer des mots d'ordre convaincants.

Pouvait-on croire qu'à peine quelques mois plus tôt, il n'était même pas question pour ces mêmes acteurs d'aller à un scrutin présidentiel sans que les questions des réformes et de la limitation des mandats ne soient réglées, voire même que celle de la non-participation du président sortant, qui finissait son second mandat, ne soit actée ?

Dans son ensemble, l'opposition a commis de graves fautes politiques qui ont conduit à cet échec collectif même si les responsabilités sont individuelles. La première faute politique a été de donner des signaux contradictoires et des ultimatums incertains.

Qu'il s'agisse de la question des réformes, du fichier électoral, ou d'une simple menace de punition pour ses enfants, tout ultimatum doit être respecté pour préserver l'équilibre dans un rapport de forces.

C'est la crédibilité qui assoit le rapport de forces lors des négociations importantes. Si la partie adverse se rend compte

que vous n'irez pas au bout de vos éventuelles menaces, alors elle n'accordera certainement aucune concession, ou mieux, elle vous dira ce que vous voulez entendre, tout en faisant le contraire. De toute façon, vos menaces ne lui font plus peur.

Les va-et-vient idéologiques au sein de l'opposition ont contribué à créer une confusion qui profite à l'exécutif togolais. C'est principalement cette confusion qui lui permet de conforter sa position dans le rapport de forces.

Pour inverser ce dernier, nous devons retrouver le chemin de la victoire. Nous avons désespérément besoin de gagner une bataille et pour cela, nous devons choisir celle qui est à notre portée et la mener jusqu'au bout, avant de passer à une autre.

Ce qui nous a le plus manqué ces dernières années ce sont des victoires, aussi petites soient-elles. Nous avons besoin d'entamer nos luttes avec en ligne de mire la certitude de nos victoires au lieu des explications de nos échecs.

Lorsque j'ai été abordé par mes amis de l'opposition au sujet de cette question des réformes, je dois vous avouer qu'elle n'était pas inscrite en numéro un de mes incontournables pré-électorales et ceci pour deux raisons : La première c'est que je préside une toute jeune formation politique, vierge de toute expérience électorale et ne pouvant certainement pas peser dans les débats qui se déroulaient à l'époque au niveau de l'Assemblée nationale. C'était une bataille que je ne pouvais m'engager à gagner. En faire ma vitrine de lutte aurait été totalement contre-productif et nous aurait affaiblis.

La seconde était liée aux divisions au sein même de

l'équipe qui portait le projet des réformes.

Deux courants s'opposaient au sujet des points non négociables. Mon équipe et moi avions établi qu'il était fort peu probable qu'un consensus puisse être trouvé au niveau de l'Assemblée nationale permettant au minimum d'établir le mode de scrutin à deux tours et la limitation du mandat présidentiel incluant celui en cours.

A partir du moment où nous avons compris que la volonté du gouvernement était de faire traîner les choses, nous nous sommes dit que la seule façon de remettre les choses à plat serait une transition via les urnes.

Je sais, beaucoup affirment haut et fort qu'il est impossible que l'alternance se fasse par les urnes au Togo. Permettez-moi de dire qu'ils ont tort, et que c'est insulter l'intelligence du peuple togolais et de toute une génération consciente que de continuer à soutenir cette idée. Pour donner envie à nos concitoyens de se remobiliser pour l'alternance, il faudrait peut-être commencer par leur proposer une véritable **ALTERNATIVE**.

La raison pour laquelle la question de la transparence électorale doit être réglée au Togo, c'est qu'elle se rappellera toujours à nous. Peu importe la forme que prendra l'alternance dans notre pays, il faudra de toutes façons en revenir au verdict des urnes. Si du moins nous souhaitons devenir une véritable démocratie.

Imaginez que demain, comme le voudraient certains, une révolte populaire ou une milice armée vienne à balayer l'actuel régime en place. Il y aura certainement un gouvernement de transition. On nous enverra des casques bleus ou des forces de maintien de la paix de la CEDEAO. Et après? Que faudra-t-il faire? Organiser des élections.

IL EST TEMPS de nous réveiller de cette utopie collective que certains dispensent depuis des décennies. Le rêve d'un Togo sans RPT devenu UNIR, ou sans la famille Gnassingbé est aussi dangereux que la dictature que nous avons connue. Aucune alternance ne doit exclure une composante de la Nation, ni pour son appartenance politique, ni pour son appartenance ethnique et encore moins pour son patronyme.

Ce que nous voulons, c'est réhabiliter les outils d'une véritable démocratie et la consultation par le vote en est le socle. Les problèmes qu'on ne peut occulter, il faut s'atteler à les résoudre pour avancer.

La fraude s'est invitée dans les processus électoraux de notre pays depuis des décennies, permettant aux tenants du pouvoir de se maintenir en place. Si nous pouvons les empêcher de truquer le jeu, nous les mettrons hors course.

J'ai bien dit « si nous pouvons les empêcher » et non « si nous dénonçons ou prouvons la fraude ». J'insiste là-dessus parce que l'expérience nous montre qu'il est quasiment impossible d'invalidier un résultat frauduleux. Particulièrement au Togo où les organisateurs sont aux ordres du pouvoir.

Se battre pour une transparence totale du scrutin devient alors la seule lutte logique. Soutenir le contraire est une forme de complicité passive.

Des processus électoraux, j'ai eu l'occasion d'en observer, y compris celui de 2005 au Togo. Mais ceux qui m'ont le plus intéressé sont ceux qui ont permis de mettre hors course des présidents sortants, voulant s'éterniser au pouvoir.

Comment inverser la tendance d'une machine programmée pour gagner par fraude ?

Comme en informatique, il s'agit de trouver le bon antivirus.

Ma philosophie de lutte consiste à combattre les causes au lieu de plaindre des conséquences. C'est ce que nous voulions faire en mettant en lumière, preuves à l'appui, la perversion volontaire du fichier électoral.

Le 25 Mars 2015, je présente donc au Centre Christ Rédempteur dit «*Brother Home* », le résultat de nos analyses du fichier électoral de 2013, reçu d'un contact anonyme.

Avant d'y revenir, arrêtons-nous un instant sur la différence entre un fichier de données au format PDF et une base de données complète. Beaucoup de nos concitoyens, à l'époque, ne comprenaient pas pourquoi je refusais de me contenter d'une version PDF du fichier électoral comme le faisaient les autres.

Premièrement, le fichier PDF confectionné par la CENI, ne nous permettait pas d'être sûrs d'avoir l'intégralité des données.

Par ailleurs, même s'il est vrai que le fichier PDF contient la photo de l'électeur, sa résolution ne permet qu'une analyse partielle en terme de reconnaissance faciale. On ne peut par exemple y appliquer de manière fiable les algorithmes permettant de déterminer l'âge de l'individu. Ceci est pourtant très utile pour détecter les mineurs enrôlés et les personnes potentiellement décédées.

En plus de cela, le fichier PDF ne contient pas le codage de l'empreinte digitale de l'électeur : la vérification biométrique devient alors impossible.

Avoir un accès direct à la base de données de la CENI, comme le code électoral nous y autorise en tant que parti politique, nous aurait offert beaucoup plus de latitude dans

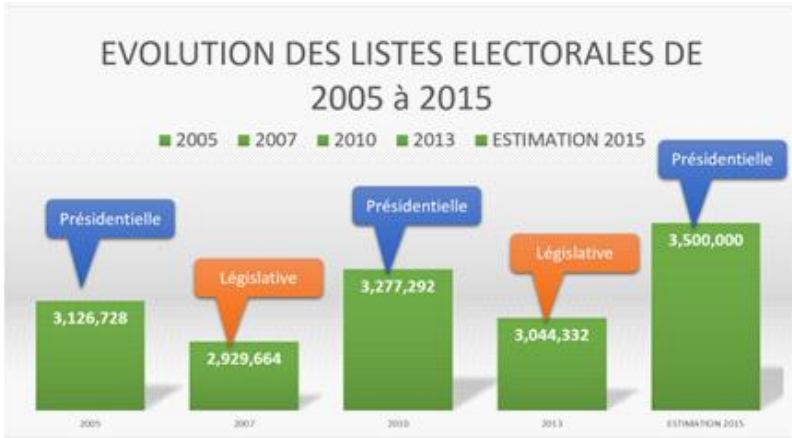
les opérations de contrôle.

Nous aurions pu travailler en amont sur les bureaux de vote, isoler ceux qui nous paraissaient suspects et demander à temps la suppression des bureaux que nous aurions identifiés comme étant fictifs.

Par ailleurs l'accès à toutes les données biométriques, aux photos en grande résolution et aux empreintes digitales nous aurait permis de faire ressortir toutes les anomalies répertoriées dans le livre de chevet du parfait fraudeur électoral.

Malgré cela, l'étude du fichier PDF de 2013 nous a permis de détecter exactement 259 735 doublons sur 3 044 332 électeurs. Ceci sans aucun test biométrique ni de reconnaissance faciale. Je vous laisse imaginer l'ampleur de la fraude!

Malgré nos différentes alertes et rencontres, ni la CENI, ni le ministre de l'administration territoriale et des collectivités locales, n'ont su expliquer ces fluctuations anormales du corps électoral d'une élection à l'autre. Il semblait devenu normal qu'en fonction du type d'élection, la marée électorale soit haute lors des élections présidentielles, pour s'éloigner de la berge lors des élections législatives. A vous de juger !



Comme vous l'avez compris, ce système électoral togolais que nous avons pris le temps d'étudier, s'est sophistiqué sur la dernière décennie. Il s'est doté d'une expertise informatique permettant de frauder comme des gentlemen tout en s'évitant la mauvaise publicité de forces de l'ordre sortant de bureaux de vote avec des urnes ouvertes sous les bras.

Le délai de promulgation des résultats aussi avait été largement réduit, en fonction de la règle du « plus c'est court et plus c'est crédible ».

Des élections, je n'y avais jamais participé en tant que candidat, mais cela ne m'inquiétait point. J'avais à mon actif une expertise que je comptais mettre au profit de l'opposition togolaise pour faire barrage à la fraude.

Ce que j'avais compris, c'est qu'il suffit parfois de débrancher un tout petit fil pour empêcher le plus puissant des rouleaux compresseurs d'aplatir tout sur son passage.

C'est ce que nous étions déterminés à faire. Pour cela, nous avons déjà notre cible en vue : le fichier électoral sur mesure que nous concoctait encore une fois la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), avec l'aide d'experts internationaux payés rubis sur ongle.

Ce fichier électoral togolais est un éternel sujet à polémique. Un audit complet est exigé à la fin de chaque épisode entaché de contestations. En général, les autorités togolaises s'engagent à le faire, tout en sachant que leurs promesses au final n'engageront que ceux qui y auront cru. C'est ainsi que nous sommes arrivés sur la scène politique en 2014 avec la même question, toujours non réglée.

Non, Alberto Olympio n'a pas découvert la non fiabilité du fichier électoral. Il a juste expliqué qu'on ne pouvait pas continuer à aller aux élections dans ces mêmes conditions et espérer autre chose qu'une défaite.

Tous les spécialistes du comptage électoral vous l'expliqueront. Un fichier non fiable contribue pour plus de moitié à la confection d'un résultat frauduleux. Décider de faire l'impasse sur cette étape, c'est un peu comme accepter de surfer sur internet sans aucun antivirus en pensant pouvoir protéger ses données par simple dextérité ou vigilance. Impossible !

En revanche, une fois que les garde-fous sont placés, les pirates et fraudeurs se voient retirer plus d'une chance sur deux de réussir leurs basses manœuvres. Vous inversez ainsi le rapport de forces.

Lorsque nous avons évalué l'état du fichier électoral 2013 dans sa version PDF et que nous avons trouvé 259 735

doublons, soit plus de 3700 pages, c'était plutôt inquiétant pour la suite. J'avoue que je ne m'attendais pas à déceler autant d'anomalies en partant d'une version PDF.

Ces anomalies que nous avons décelées sur le fichier PDF étaient les plus grossières : nom, prénom, date de naissance, noms du père et de la mère concordants.

L'étude de la base de données nous aurait permis de déceler d'autres irrégularités, beaucoup plus subtiles, mais tout autant utiles à la falsification des résultats.

Sur la base de ce que nous avons trouvé sur le fichier de 2013 et des projections faites sur le fichier de 2015, nous avons prédit une « victoire » par KO du chef de l'État avec un score entre 55% et 61%.

Monsieur Faure Gnassingbé sera finalement annoncé vainqueur avec 58,7% des suffrages exprimés. Avions-nous une boule de cristal ? Non. Le contenu du fichier dévoilait tout.

Tout ceci n'est pourtant pas une fatalité. La machine à fraude peut être contournée avec des actions simples et surtout des décisions fermes et irrévocables. Cela s'appelle le courage politique.

Il faut en effet avoir le courage politique de ne plus reporter les améliorations nécessaires à la fiabilisation et la réhabilitation de notre processus électoral :

1) Audit et nettoyage du fichier électoral par un organe externe et indépendant assisté d'experts dépêchés par chaque acteur de la vie politique et de la société civile.

2) L'établissement d'une cartographie électorale propice à la transparence, avec le positionnement des bureaux de vote communiqué à temps, en vue de permettre à chaque parti de vérifier leur présence effective et d'organiser en amont la surveillance du scrutin sur tout le territoire.

3) Une inscription sur la base d'un justificatif d'identité pour au moins 70% du fichier, afin que l'exception ne devienne pas la règle commune à tous. En 2015, l'OIF avait recensé 75% d'inscrits sur le fichier électoral sans aucun justificatif d'identité. Même pas un acte de naissance. Rien que ce constat suffisait normalement à invalider l'intégralité du fichier.

4) Un processus de collecte et de centralisation des résultats par bureau de vote plus propice à la transparence et au suivi des irrégularités par chaque QG de campagne et par les observateurs.

Pour que ceci soit possible et que le travail se fasse en toute sérénité, il faudra au préalable s'atteler à la question du fonctionnement de l'organisme en charge de l'organisation du scrutin et de la proclamation des résultats. L'instauration d'une CENI totalement apolitique et technique sera une étape incontournable de cette réhabilitation de notre processus électoral.

Lorsque nous avons eu l'opportunité d'aller à la CENI suite à nos premiers contacts avec les autorités togolaises portant sur le fichier électoral, nous avons compris dès les premiers entretiens qu'il allait être très difficile de travailler dans la bonne entente et la sérénité. Les blocs étaient bel et bien formés et la «ligne Maginot» politique bien démarquée au sein même des groupes de travail présents dans

l'institution. Derrière chaque question et proposition, la suspicion était de rigueur.

Ainsi, alors même que nous cherchions à comprendre les méthodes de travail et vérifier que les processus de dédoublonnage et de cohérence étaient bien appliqués, la seule crainte de nos interlocuteurs semblait être que nous parvenions à imposer une solution qui serait à l'avantage d'Alberto Olympio, candidat du Parti des Togolais.

J'ai même entendu de la part de membres de la CENI intervenant sur les médias que le but de notre requête était d'organiser un système de fraude parallèle. Incroyable !

Lorsqu'on entend de telles aberrations, on ne peut que se demander si quelqu'un un jour a déjà imaginé qu'il soit possible de remporter des élections sans tripatouiller quoi que ce soit dans notre pays.

La décision de doter le Togo d'une commission électorale indépendante trouvait pourtant son fondement dans le désir d'éviter toutes contestations en établissant la neutralité comme règle centrale d'organisation des processus électoraux.

La composition des membres de la CENI allait totalement à l'encontre de cet objectif. Le critère de sélection principal est celui de l'appartenance et du poids politique. Rien de tel pour neutraliser le critère d'impartialité qui doit être le vecteur d'efficacité de l'institution.

Les deux groupes importants à la CENI togolaise sont les mêmes qui s'affrontent à l'Assemblée nationale. Nous comprenons alors plus aisément pourquoi l'ambiance sur place est souvent des plus tendues, à l'image de la «courtoisie» politique propre au Togo.

La politisation de la CENI fait que les intérêts partisans prennent le pas sur l'objectivité technique. Tout comme à l'Assemblée, les décisions se prennent en suivant le principe de la solidarité politique.

Tant que nous ne réaliserons pas que les responsabilités ne devront plus être confiées sur la base des appartenances politiques, mais plutôt en fonction des compétences techniques, nous ne serons pas à l'abri de voir des doubles « intronisations » à l'issue de nos scrutins présidentiels. On ne résout pas un problème en y intégrant les éléments qui ont contribué à le créer.

3

Légal mais Illégitime

Quand je pense au système politique actuellement en place au Togo, et aux conditions dans lesquelles la prise et la conservation du pouvoir sont organisées, j'en reviens toujours à cette sortie du résistant français Stéphane Hessel :

« Je souligne toujours l'écart entre légalité et légitimité. Je considère la légitimité des valeurs plus importante que la légalité d'un État. Nous avons le devoir de mettre en cause en tant que citoyen la légalité d'un gouvernement. Nous devons être respectueux de la démocratie, mais quand quelque chose nous apparaît non légitime, même si c'est légal, il nous appartient de protester, de nous indigner, et de désobéir ».

Le pouvoir togolais peut se targuer d'être légal, c'est-à-dire conforme aux règles de lois dont il s'est lui-même doté. Pour autant, malgré son apparente longévité, il demeure, à l'image des régimes ultra sécuritaires, un géant aux pieds d'argile.

Lorsqu'un peuple est opprimé, soit il supporte ce pouvoir, soit il le subit. Quand le peuple subit le pouvoir, comme c'est le cas au Togo depuis des décennies, alors le régime ne peut se prévaloir d'être apprécié par la majorité de la population. Un tel régime est contraint de durcir les lois et d'instrumentaliser les institutions pour en faire des leviers de contrôle. Cette emprise sur les institutions devient alors le seul moyen pour le régime de se maintenir de force au pouvoir, sans avoir à affronter le verdict du peuple dans une élection transparente et démocratique.

Nous voulons faire du Togo un État où le droit est non seulement dit mais respecté et c'est un bon début. N'oublions pas pour autant que le sens profond de la démocratie en tant que «gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple» implique une reconnaissance par le principal concerné de l'autorité du gouvernant. Ce dernier n'est légitime que si son autorité émane véritablement du peuple et que ce dernier le reconnaît en tant que tel.

C'est principalement sur ce point que le système politique dessiné sur mesure pour la conservation du pouvoir par l'actuel régime, montre qu'il n'a jamais été pensé pour laisser émerger une véritable démocratie.

L'histoire de la démocratie est celle d'individus animés par des idéaux de liberté. C'est la raison pour laquelle on ne peut faire émerger une démocratie avec des comportements hérités de la dictature. On ne peut que l'étouffer.

L'étouffer, parce que la liberté qu'inspire cette démocratie est perçue comme une menace par la classe dirigeante. C'est le cas du Togo.

On ne peut améliorer une démocratie, ou même l'instaurer comme règle de gouvernance si on n'est pas soi-même démocrate. Monsieur Faure Gnassingbé, à travers les actes qu'il a posés, nous a montré qu'il n'était pas un démocrate et qu'il ne comptait pas le devenir :

- Un démocrate ne joue pas avec les lois au risque de fragiliser les institutions qu'il est supposé protéger, dans le seul but d'atteindre des objectifs personnels.

- Un démocrate n'affaiblit pas le peuple qu'il gouverne en l'enfermant dans la pauvreté, ceci dans le but de mieux le contrôler.

- Un démocrate ne peut s'imaginer une seule seconde venir au pouvoir en contournant la loi et en neutralisant la volonté populaire par la fraude électorale et la répression.

Au Togo, il y a trois questions qui fâchent ou crispent, en fonction des interlocuteurs. Chaque fois que ces questions sont abordées, elles sont soit occultées, soit contournées par des «mesurettes» visant à gagner du temps et à renvoyer aux calendes grecques des changements et des réformes qui sont de toute façon inéluctables.

Pour ce qui me concerne, ces questions loin d'être mises de côté dans l'attente de temps plus favorables, doivent être au contraire des priorités absolues et non négociables.

Notre démocratie est croulante, parce qu'elle s'est vue retirer en plus de la crédibilité de son processus électoral, les deux autres piliers garantissant la force d'une base populaire comme socle du pouvoir :

- Une Constitution protégeant les principes qui soutiennent une véritable démocratie et qui est légitimée par le peuple.

- Un pouvoir décentralisé, dont les élus sont désignés par des élections locales, et non nommés par le pouvoir central.

Réhabiliter les fondamentaux de la Constitution de 1992

Peu importe comment nous tournerons la question, et malgré les nombreux débats autour de la légalité de la « manipulation », il est certain que la révision du 31 Décembre 2002 fut totalement illégitime.

Par illégitime je veux dire contraire à la volonté populaire, au bon sens et à l'esprit de la constitution dont le peuple s'est librement doté en 1992, pour faire entrer le Togo dans l'ère de la démocratie et du pluralisme politique.

Pour mieux le comprendre, je propose de faire un petit retour sur les événements de l'époque.

Pour ceux qui ne connaissent pas l'histoire récente de mon pays le Togo, c'est en faveur des «vagues de démocratisation», une forme de « printemps arabes » des dictatures de l'Afrique subsaharienne francophone, que le Togo s'est doté par référendum de la première constitution lui ouvrant les portes d'une nouvelle page de son histoire : la démocratie et le multipartisme.

Ces vagues dites de démocratisation furent la résultante du fameux discours de la Baule, du nom de la ville ayant accueilli le sommet France-Afrique, où le président français de l'époque, François Mitterrand, porta à la connaissance de ses « pairs » le nouveau désidérata de la métropole :

« Le souffle de la démocratie fera le tour de la planète ».

Nous étions le 20 Juin 1990. Trois mois et demi plus tard, ce souffle atteignait déjà les côtes de la capitale togolaise. Le 05 octobre 1990, face à une énième parodie de justice visant des étudiants accusés d'avoir distribués des tracts hostiles au régime du dictateur Eyadema Gnassingbé, le Togo sortira d'une longue torpeur pour dire STOP à 23 ans de dictature militaire. Ce soulèvement populaire débouchera sur l'organisation d'une conférence Nationale du 8 juillet au 28 Août 1992, conférence à l'issue de laquelle le peuple togolais se dotera le 27 Septembre 1992, d'une nouvelle constitution.

Cette Constitution de 1992 que certains jugent «partiale», « imparfaite », «rédigée dans la précipitation» et «à l'encontre des intérêts de l'ancien parti unique», a pourtant été votée lors du référendum populaire de septembre 1992 , par plus de 98% de la population togolaise.

Elle fut par ailleurs validée par le président de la République de l'époque qui ira jusqu'à donner sa « parole de militaire » en promettant de respecter l'inviolable principe de limitation du mandat présidentiel, suite à l'Accord Cadre de Lomé (ACL) signé en juillet 1999. Le président français Jacques Chirac fut la caution de cet engagement. Il ne sera pour autant pas tenu.

98%, c'est certainement le plus grand plébiscite de l'histoire électorale de notre pays.

Cette Constitution de 1992, portait en elle le désir de toute une Nation de tourner la page de l'ère du parti unique et de la confiscation du pouvoir.

Dans son préambule elle place le peuple au cœur du pouvoir et en fait le seul détenteur de la souveraineté.

Elle impose aussi le principe de l'alternance politique via la limitation du mandat présidentiel qui y sera mentionné. C'est ainsi que l'ancien article 51 qui parle de limitation précisera « Qu'en aucun cas nul ne peut faire plus de deux mandats ». Cet article garde-fou devait parer à toute velléité de conservation du pouvoir par des voies non démocratiques.

Il sera vidé de sa substance dans le souci de « mieux répondre aux aspirations du peuple » le 31 Décembre 2002, par le groupe parlementaire RPT détenteur de la majorité des 4/5 nécessaire, par le fait de l'absence de l'opposition de l'époque aux élections législatives organisées (à dessein ?) au détriment des règles communes établies par l'accord politique de 1999. L'actuel chef de l'État qui succédera dans des conditions plus que troubles au 3ème mandat de son père faisait partie du groupe parlementaire ayant saboté la constitution de 1992 ce jour-là. Comme je l'avais écrit dans mon ouvrage « Je prends le Parti des Togolais », cette révision de 2002 va à l'encontre de toutes les exigences d'une démocratie et d'un État apaisé. Tout ce que nous pourrions construire autour ne serait qu'une œuvre vaine.

Au-delà de la légalité de la manœuvre, doit se poser une question de moralité envers la démocratie et de légitimité vis-à-vis de la volonté populaire qui a induit la Constitution de 1992.

Ce qu'il faut savoir des principes du droit constitutionnel, c'est qu'ils autorisent le législateur à procéder à des révisions, mais pas sans conditions.

En autorisant la Constitution à être révisée, le législateur avait à l'esprit d'en permettre le « perfectionnement » à travers des améliorations visant à consolider l'existant. Si nous comprenons qu'ici l'œuvre à parfaire est la démocratie togolaise, nous ne pouvons que reconnaître l'imposture que constitue la révision de décembre 2002. Le Professeur Ismaïla Madior Fall, spécialiste sénégalais de la question constitutionnelle a d'ailleurs classé les révisions de ce type dans la catégorie des révisions « déconsolidantes » pour la démocratie.

De façon imagée, cela veut dire que les révisionnistes du RPT ont fait le pari d'améliorer l'édifice de notre jeune démocratie, en déclarant l'affermir et la consolider, tout en s'évertuant à détruire ses murs porteurs que sont :

- La limitation du mandat présidentiel
- La responsabilité de l'exécutif vis-à-vis du parlement
- La création de la Cour suprême et la nomination de ses membres (son président est maintenant directement nommé par le chef de l'État)
- La création de la Cour des comptes et la nomination de ses membres. (Le président de la Cour des comptes est aussi nommé par le chef de l'État)
- Le mode de scrutin présidentiel : (Uninominal à deux tours en 1992, il passe à un tour en 2002)

Une fois la basse besogne opérée, il ne restait pour eux qu'à attendre le moindre petit coup de vent électoral pour que s'écroule l'héritage des années 1990.

Etait-ce légal ? Oui, car la Constitution togolaise stipule en son article 144 que « l'initiative de la révision de la Constitution appartient concurremment au président de la République et à un cinquième (1/5) au moins des députés composant l'Assemblée nationale ».

Etait-ce légitime ? Absolument pas. S'il y a bien une chose qui rassemble le peuple togolais et qui transcende les clivages politiques, c'est la question des réformes et du retour aux fondements la Constitution dont il s'est librement doté.

Les togolais dans leur écrasante majorité (94% selon une étude de l'institut Afrobaromètre réalisée en 2014) sont en faveur de la limitation du mandat présidentiel, ceci en vue de ne plus permettre à aucun chef d'État d'aller au-delà de deux mandats.

Ce cri du peuple a été consigné dans l'Accord Politique Global de 2006, sensé solder la crise politique togolaise et tourner la page du bain de sang sur lequel a surfé Monsieur Faure Gnassingbé pour réquisitionner une fonction présidentielle léguée par son père. Ceci a été fait dans le total mépris de la Constitution de l'époque que le régime avait pourtant toilettée à dessein. En effet, pour coller aux exigences du moment, notre Constitution fut encore tripatouillée en 2005 pour empêcher le président de l'Assemblée nationale en place, d'assurer l'intérim du président de la République décédé.

Etait-ce légal ? NON. Légitime ? Encore moins.

Face à la pression internationale et surtout populaire, en

réponse à ce qui fut nommé «coup d'État constitutionnel», Monsieur Faure Gnassingbé décidera finalement de démissionner pour organiser un simulacre d'élections à l'issue desquelles il sera désigné vainqueur, alors même que les caméras du monde entier relaieront sur les chaînes de télévision internationales une autre particularité togolaise : des forces de sécurité censées protéger l'intégrité du scrutin violentant des membres de bureaux de vote dans un quartier favorable à l'opposition et s'enfuyant avec des urnes ouvertes sous le bras.

Ceci n'empêchera pas ces élections d'être jugées «crédibles» par des observateurs internationaux et Monsieur Faure Gnassingbé d'être officiellement investi «président de la République» par la Cour constitutionnelle dont il s'est doté.

Est-ce légal ? NON. Légitime ? Encore moins.

Les vagues de protestation qui suivirent la proclamation des résultats du scrutin présidentiel de 2005 furent brutalement réprimées.

Le rapport de la mission d'observation dépêchée par l'ONU indique entre 400 et 500 morts. Mais y étant et au vu de ce qui s'est passé rien qu'à Lomé, je peux dire sans avoir peur de me tromper, qu'il y en avait bien plus. Comme le confirme le rapport de la Ligue Togolaise des Droits de l'Homme, qui fait mention d'un millier de morts.

Depuis sa prise de fonction, Monsieur Faure Gnassingbé ne peut prétendre avoir été élu lors d'un scrutin jugé libre, équitable, et transparent par toutes les parties prenantes. Pire, le temps passant, les togolais dans leur grande majorité ont

perdu confiance dans les processus électoraux, comme réel baromètre de la vie politique de leur pays. Je peux l'affirmer parce que le manque de confiance entre la majorité des togolais et leurs leaders politiques est flagrant.

Je peux aussi l'affirmer parce que le taux de participation réel au dernier scrutin présidentiel était bien en deçà des 50% annoncés, surtout si nous tenons compte des nombreux électeurs fictifs du fichier désormais célèbre de par son caractère « Non fiable et consensuel ». Je vous assure, ceci n'est ni légal ni légitime.

Lors de sa prise de fonction en Mai 2005, Monsieur Faure Gnassingbé a souligné dans son premier discours à la Nation, son attachement à l'exécution des vingt-deux (22) engagements pris le 14 Avril 2004 avec l'Union Européenne. A ce jour, soit douze années plus tard, l'essentiel de ces engagements ne sont toujours pas tenus. A vous de juger.

2 mandats : le principe qui fait loi

Lorsqu'il est question de démocraties modernes, les modèles français et américains sont souvent mis en avant. C'est de bonne guerre, car ils ont inventé le concept tel qu'enseigné de nos jours dans les annales de politique contemporaine, que la plupart de nos pays tentent tant bien que mal d'appliquer. De plus, au Togo, la majorité de nos lois sont inspirées du modèle français.

Le problème de l'Afrique, est celui de tous ceux qui s'approprient des modèles économiques ou de gouvernance sans toujours en saisir les fondamentaux : Ils passent souvent à côté de l'essentiel.

Au Togo c'est devenu un sport national. Nous retenons des méthodes et communiquons autour. Malheureusement, dans la réalisation, nous rajoutons nos assaisonnements togolais qui sont succulents pour les plats locaux, mais quelque peu déroutants lorsqu'ils sont incorporés dans la recette d'un grand classique de la gastronomie française.

En rédigeant cet ouvrage, je me suis posé la question de savoir pourquoi la question de l'alternance n'était ni taboue, ni sujet à crispation pour nos amis français et américains. Pourtant leurs démocraties respectives ont aussi mis du temps à prendre forme et à s'enraciner dans le paysage politique à travers plusieurs mutations et changements constitutionnels.

La réponse est aussi simple que l'expression « Principe qui fait loi. »

En 1992, lorsque le Togo se dotait d'une Constitution portant mention dans son article 51 de la nécessité de ne pas donner au président de la République la possibilité de faire plus de deux mandats, cette mention ne figurait pas encore dans la Constitution française. La France n'inscrira le principe de limitation des mandats que lors de la révision constitutionnelle du 23 Juillet 2008 sous la présidence de Nicolas Sarkozy. L'article 6 de cette révision française sera libellé ainsi «*Le président de la République ne peut dorénavant exercer plus de deux mandats consécutifs* ».

Pourtant aucun président français, depuis la fin du Second Empire en 1870, jusqu'à l'inscription de la limitation des mandats lors de la révision constitutionnelle du 23 Juillet 2008 ne fera plus de deux mandats consécutifs. C'est cela le principe qui fait loi : Tout le monde le respecte, même lorsqu'il n'est inscrit nulle part. C'est une règle de morale politique. Oui, la morale s'invite parfois en politique ! Il en faut. Et j'y adhère fermement.

Un autre exemple intéressant est celui des États-Unis

d'Amérique. La Nation américaine a élu son premier président de la République le 04 Février 1789. Georges Washington, de l'avis de tous, était l'un des plus grands hommes d'État de sa génération.

En tant que premier président de la République, Monsieur Washington était pleinement conscient que les actes qu'il posera laisseront une trame de gouvernance pour des générations futures de présidents.

Ce qu'il faut savoir de la Constitution américaine de l'époque, c'est qu'elle laissait un pouvoir assez important à l'exécutif et à la fonction présidentielle. C'est principalement la raison pour laquelle le premier président des États-Unis d'Amérique la voulait exemplaire.

Il demandera par exemple à être appelé «Monsieur le président » et non « Excellence » ou «Altesse», certainement pour renforcer la démarcation entre le statut de président de la République qui est une fonction temporaire et la longévité de la monarchie. La présidence d'une République, fonction électorale, n'a pas vocation à être exercée *ad vitam aeternam*.

A la fin de son second mandat, Georges Washington sera incité à en briguer un troisième à la faveur de son écrasante popularité. Il refusera tout simplement, estimant que la passation pacifique du pouvoir à un nouveau président élu était dans le meilleur intérêt du pays. Cette décision fera de lui le «plus grand homme au monde» aux yeux de Guillaume III, le roi d'Angleterre de l'époque.

Depuis Georges Washington, aucun président n'aura fait trois mandats successifs à la tête de la démocratie américaine,

à l'exception de Franklin Delano Roosevelt qui fit 4 mandats. C'est justement après cette « sortie de route », que la limitation du mandat fut intégrée dans la Constitution américaine.

Certes, il faudra encore des siècles de lutte populaire pour l'avènement d'une justice sociale pour tous. Les mouvements des droits civiques sont là pour nous le rappeler, mais il n'en est pas moins vrai que les bases de l'exercice d'un pouvoir sain étaient posées. Ces bases pourraient être résumées par ces mots de Sydney Algernon, penseur et homme politique anglais du 17^{ème} siècle :

« Sans une rotation des personnes et des choses, la République tombera malade ».

Avant même de parler de bonne santé démocratique, sachez que c'est la République togolaise tout entière qui est malade et condamnée à l'échec sous l'actuel système. Personne ne peut réussir une aventure républicaine en fonctionnant avec des principes monarchiques.

Ce qu'il est important de comprendre au sujet de l'alternance, c'est qu'elle est un gage de bonne santé des institutions de la République et de la vie politique du pays. Par ailleurs, le respect du principe de la rotation du pouvoir réduit significativement la corruption et l'instauration d'un fonctionnement mafieux au sein des institutions de la République.

La rotation du pouvoir, lorsqu'elle est organisée de façon saine et pacifique, implique une vie après le pouvoir. La fonction politique dès lors, n'est plus une carrière à vie où un contrat à durée indéterminée pour lequel le politicien est prêt à tout pour gagner la médaille de la longévité.

La fonction présidentielle n'est plus gérée de la même façon, lorsque Monsieur le Président ou Madame la Présidente en exercice a conscience que dans un maximum de 10 ans, il faudra rendre compte et retourner à la vie de Monsieur ou Madame tout le monde.

Au Togo, ceux qui exercent actuellement le pouvoir ne savent pas ce qu'est la vie en dehors de ce pouvoir. Ils sont nés dedans et espèrent sans doute y mourir. On en vient à se demander s'ils savent qu'il y a une vie en dehors du pouvoir. Une vie où il est possible d'exercer une activité professionnelle, gagner honnêtement son argent et même s'enrichir avec des bonnes idées et « un peu » de travail.

Chaque peuple devenant à la longue victime collatérale du mode de gouvernance qu'il subit, il n'est pas étonnant de constater aujourd'hui que pour la majorité des togolais, la politique est devenue un moyen de se faire de l'argent : C'est le second poison de la lutte.

Si vous attendez d'entrer en politique pour vous enrichir, vous deviendrez un despote et un potentiel président à vie.

Si vous voulez faire de la politique, principalement au Togo, assurez-vous d'avoir une source de revenu stable et indépendante de votre activité politique. Ne dit-on pas chez nous qu'il est difficile de mordre la main qui nourrit et d'y survivre ? De même il est impossible, en l'état actuel des choses, de réellement s'opposer à un système politique dont dépend sa survie financière.

La politique n'est pas un fonds de commerce, elle ne rapporte pas de l'argent, elle n'a pas été conçue pour cela.

Je conçois qu'à l'échelle du salaire minimum togolais, auquel plus de la moitié de nos concitoyens ne peuvent même pas prétendre, le salaire d'un président de la République ou d'un membre de l'exécutif togolais peut faire rêver. Mais croyez-moi, la grille salariale des hauts fonctionnaires de l'État ne peut leur permettre de s'enrichir en toute transparence et de façon licite.

C'est certainement l'une des raisons pour lesquelles, à l'image du fichier électoral, la transparence au niveau des déclarations de patrimoine et de revenus de nos dirigeants reste encore un sujet tabou.

Je suis convaincu que si notre actuel chef de l'État avait grandi dans un Togo où la fonction présidentielle était bornée dans le temps, il n'aurait pas eu à inventer tous ces subterfuges pour se tailler sur pièce une Constitution « légale et illégitime ».

L'alternance, pour finir, est le seul gage de renouvellement de la classe politique, parce qu'elle ouvre et prépare le chemin au renouvellement des générations dans l'exercice du pouvoir. Nous devons y arriver.

L'Afrique devrait être le continent qui se démarque le plus par la jeunesse de sa classe politique. En effet, pour un continent où plus de la moitié de la population a moins de 25 ans, la génération que je représente est déjà très vieille au regard de ceux qu'elle s'apprête à gouverner.

Le contraste entre cette classe politique vieillissante et une population de plus en plus jeune accentue le clivage entre population et classe politique.

On parle souvent de rejet de la politique par la jeunesse

africaine, ce n'est pas tout à fait exact.

De mon point de vue, ce n'est pas la chose politique en soi qui est rejetée. Promenez-vous un peu partout au Togo comme nous l'avons fait lors de nos tournées et vous constaterez que les togolais du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, lorsqu'on leur tend un micro, ont des choses à dire au sujet du Togo et de ce qu'il faut faire pour améliorer les choses. C'est cela l'essence même de la politique.

Ce qui les attire moins, ce sont les politiciens ou devrais-je dire leurs discours passésistes et vieillissants. La majorité des jeunes togolais ne connaissent même pas les événements politiques des années 90 qui ont conduit à l'amorce du processus démocratique, encore moins les périodes du parti unique avec tous ses travers et souffrances pour la population.

Au Togo, ce ne sont certainement pas les jeunes intellectuels qui manquent, les idées encore moins. Pourtant c'est assez souvent qu'on peut sentir, en croisant leurs regards, cette forme de défiance propre aux familles en rupture communicationnelle. Les plus jeunes s'estiment en âge d'être entendus et de décider de leur avenir. Les parents, eux, estiment que l'expérience reste le meilleur baromètre de la vie. Lorsque chacun campe sur ses positions, intervient la rupture.

Ce qu'il faut pour ces familles tout comme pour la grande famille togolaise que nous formons, c'est faire preuve d'ouverture de part et d'autre.

Pour les anciens, il est important de comprendre que l'expérience du passé ne suffira pas à construire un avenir

fait de nouvelles exigences, de nouveaux enjeux et de nouveaux défis. Les jeunes quant à eux devront accepter que prendre la relève implique la présence d'un existant. Cet existant il faut le comprendre et le cerner pour mieux en saisir les failles comme les forces. C'est à ce seul prix qu'ensemble, nous accomplirons ce qui paraît aujourd'hui impossible.

L'Alternance comme seul rempart au chaos

« A vouloir étouffer les révolutions pacifiques, on rend inévitables les révolutions violentes » disait John Fitzgerald Kennedy, président des États-Unis. Cette maxime s'applique aussi à l'alternance politique. Les nations qui ne se sont pas habituées à la pratique de l'alternance via des processus électoraux justes, crédibles et pacifiés finissent par voir en la violence le seul moyen d'arracher un pouvoir confisqué depuis plusieurs décennies.

Le Togo est tristement entré dans l'histoire comme ayant initié en Afrique subsaharienne la mode des transitions politiques via des coups d'État militaires. C'est ainsi que ce qui est exception ailleurs est devenu une forme de norme chez nous.

Le système RPT, devenu UNIR s'est construit des forteresses et barricades permettant à tous ceux qui pourront

garantir sa survie, d'agir le plus longtemps possible et en toute impunité. Face à cela, la tentation de l'opposition est de défaire le coup de force permanent que nous vivons en faisant usage de la même force qui l'a instauré.

C'est la troisième raison pour laquelle l'alternance pacifique est la seule option à envisager pour notre survie en tant que Nation. L'Afrique de l'Ouest est aujourd'hui confrontée à des défis sécuritaires qui l'astreignent plus que jamais à chérir la paix et l'unité nationale comme dernier rempart contre la menace terroriste.

Les groupuscules radicaux surfent sur la colère, le désœuvrement et la frustration d'une jeunesse en conflit avec la classe politique pour leur insuffler des idéologies totalitaires. Les épisodes de violences politiques ou de révoltes deviennent alors des opportunités pour s'installer durablement en tirant profit de ces troubles afin d'instaurer un véritable chaos. Le Togo ne peut se permettre cela. C'est la raison pour laquelle, plus que jamais, nous devons chérir la paix, aspirer à la stabilité et surtout œuvrer en faveur du bien-être de nos populations. Cette stabilité ne doit être ni précaire, ni basée sur la frustration, la lassitude et la résignation des populations. Elle doit plutôt être construite, entretenue et chérie volontairement par tous les togolais.

Hier, ce discours pouvait paraître un brin idéaliste, aujourd'hui il doit être vu comme celui de la raison et du pragmatisme.

En 2016, la question qui se pose n'est plus de savoir s'il y aura un jour une alternance au Togo. Elle est inéluctable.

Il suffit de regarder autour de nous. Le Togo apparaît comme étant l'un des derniers « vestiges » des présidences à vie de la sous-région ouest africaine. Et malgré l'apparente confiance affichée par ceux qui sont aux commandes aujourd'hui, nul n'ignore que les réflexions ne sont plus uniquement menées autour des stratégies de conservation à tout prix du pouvoir, au contraire chacun essaie de gagner du temps.

L'échéance est de toute façon réelle pour tous, et l'exemple du Burkina Faso reste gravé dans les esprits, comme pour rappeler aux irréductibles qu'il vaut mieux rendre le pouvoir au peuple avant qu'il ne vous quitte.

6

Demain se prépare aujourd'hui

Mes débuts en politique togolaise ne furent pas de tout repos. Après avoir été le « rêveur » de la presse, je suis devenu tour à tour prétentieux, « bling bling », OVNI politique, puis aux dernières nouvelles, un fugitif.

Ce côté « Mais pour qui se prend-il ? », était le résultat de ma décision affichée et assumée de vouloir être président tout de suite et maintenant. Je n'ai jamais considéré cette ambition comme étant prétentieuse. Je suis pressé de nature et j'aime qu'on finisse les choses le jour même autant que possible, au lieu de les remettre à demain.

J'ai été forgé par le monde de l'entreprise et particulièrement de l'informatique. Tous ceux qui opèrent dans ce secteur vous diront que le plus rapide moyen de « tuer » votre entreprise est de refaire demain ce que vous avez toujours fait depuis des années. Refuser de se réinventer dans un monde en pleine mutation, c'est signer son acte de décès par anticipation.

Alors que le Togo se préparait à la campagne présidentielle et à l'après-campagne, j'ai débuté cette réflexion qui devait me conduire à la planification de l'après 2015.

Je savais déjà que pour les togolais, après cette élection présidentielle de 2015, le réveil serait difficile et la démotivation profonde.

Je m'imaginai qu'il serait encore plus compliqué d'être opposant en 2016, après l'inévitable atomisation issue des règlements de compte post électoraux. Cela n'a pas manqué. Les déchirures abondent entre amis d'hier, et les noms d'oiseaux volent au grand désarroi des populations.

Sur quels ressorts relancer la dynamique? Comment redonner envie à nos concitoyens d'y croire? Comment faire pour que chaque citoyen devienne acteur de sa propre espérance?

Croire en qui? Croire en quoi? Certainement plus en la classe politique. 2015 était véritablement notre dernière chance d'apporter l'image rassurante d'un leadership à même de prendre les choses en main et de remporter la victoire tant attendue.

A ce stade de ma réflexion, je ne voyais qu'une solution: Remettre le citoyen togolais au cœur de l'action et au centre du débat.

Il est temps que les togolais se réapproprient leurs revendications, leur lutte, leurs attentes, leur politique, et la capacité d'influencer l'avenir du pays dans lequel ils souhaitent vivre.

Il est temps que chaque citoyen devienne acteur de sa

propre espérance.

Nous nous devons d'ouvrir les yeux sur la fragilité de notre édifice démocratique, prenant sa source dans l'absence de réelle résistance citoyenne, faute d'ancrage idéologique solide et d'une véritable souveraineté populaire dans les faits.

Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest du Togo, le désir de changement est réel. Ce qui semble moins évident c'est la préparation de notre population aux implications que sont la lutte pour l'avènement de ce changement. Il faudra l'équiper, afin qu'elle participe à l'effort collectif qu'il faudra fournir en vue d'écrire les premières lignes d'une nouvelle ère, une fois encore. Cette nouvelle ère, nous la voulons beaucoup plus glorieuse pour notre pays.

On ne peut emmener un peuple dans un long périple sans le préparer au voyage. Même s'il souhaite de tout son cœur atteindre cette nouvelle destination, il faut lui faire comprendre que les victoires obtenues par le passé furent rendues possibles parce que la préparation y était et que les forces en présence étaient dotées d'un socle idéologique solide.

Les luttes remportées autrefois n'étaient pas celles d'un parti, d'un leader dit charismatique, d'un homme ou d'une femme. C'étaient des batailles pour le Togo, menées par des togolais de tous bords.

La lutte pour la consolidation de notre démocratie peut être assimilée à celle qui a permis l'émergence de notre Nation. Aujourd'hui nous luttons pour l'émergence d'un véritable État de droit offrant les mêmes opportunités et la même protection à chaque citoyen. Un État garantissant à

tous les mêmes droits et exigeant de tous les mêmes devoirs.

Un État où il n'y aurait plus des togolais de seconde zone. Un État où l'expression de notre pluralisme sera une valeur chérie par tous et protégée par notre engagement citoyen.

Le soulèvement du 5 octobre 1990 était l'expression d'un ras-le-bol de la part de togolais conscients d'un droit qui leur a été pendant trop longtemps refusé, mais qui pourtant était nécessaire à leur épanouissement. Le droit de s'exprimer, de participer au débat politique et de redevenir des sentinelles de la maison Togo, à même de faire comprendre à la classe dirigeante qu'elle a encore des comptes à rendre. Ceux qui persistent à faire la sourde oreille, prennent le risque de devoir affronter le seul arbitre capable, de par sa souveraineté, de siffler la fin du match.

Quant à moi, la grande leçon de 2015 fut de comprendre que la lutte politique en l'état ne pouvait plus être la solution.

Il nous fallait d'autres ressorts, sortir des sentiers battus. Donner du sens aux fameux « redonner le pouvoir au peuple », surtout quand ce peuple a été habitué depuis des décennies à subir ce pouvoir plutôt qu'à l'exercer.

Ce sera un véritable challenge, notre challenge.

Il faudra établir un programme d'action clair et un chronogramme nous astreignant à respecter chaque étape pour garantir nos victoires à venir. Nous avons lutté, depuis notre entrée officielle en politique le 29 mars 2014, pour proposer une véritable alternative au peuple togolais.

Pour cela, nous avons en ligne de mire l'accession au pouvoir.

Il sera question cette fois-ci de prendre la matrice dans le sens inverse, c'est-à-dire provoquer une impulsion depuis la base pour faire bouger l'édifice entier.

Cette base, socle de notre lutte, c'est le peuple togolais. Si nous remportons notre pari, plus aucun politicien ou parti politique, y compris le nôtre, à lui seul n'aura le pouvoir d'asservir le peuple, de l'assujettir, ou de décider à sa place et malgré lui, de son destin.

Si nous remportons ce pari, alors nous aurons consolidé la lutte et redonné de la valeur aux sacrifices de nos pères et mères venus de tous les coins du Togo, qui ont considéré qu'aucun confort et aucune promesse ne valait celle de la liberté.

C'est une nouvelle étape de notre bataille qui commence. Elle m'emmènera à la rencontre de togolaises et togolais de tous bords, amoureux ou déçus de la politique, mais ayant certainement le Togo à cœur.

Qu'ils soient dirigeants politiques amoureux de la démocratie, membres de la société civile ayant lutté pour le rétablissement de la souveraineté des peuples, ou même chefs d'entreprise, un constat viendra très vite. L'obstacle togolais est avant tout togolais. La solution ne peut venir d'ailleurs.

Aucun chef d'État étranger venant en pompier lors de nos crises, ni la communauté internationale qui est à notre chevet depuis longtemps, ne détiennent les clés de notre

libération.

Nul ne peut bâtir la démocratie togolaise à la place des togolais.

Alors que beaucoup pensent avoir tout ou trop donné pour cette lutte, nos partenaires à l'extérieur nous rappellent avec raison qu'ils ne peuvent réveiller le Togo de sa torpeur à la place des togolais. Lorsqu'une véritable lutte cohérente, crédible et coordonnée sera mise en place, elle sera certainement soutenue pour le bien du peuple.

L'opposition togolaise ? Je ne lui apprends rien, elle a mauvaise presse. Elle est perçue comme étant indécise, rapide dans les prises de paroles polémiques et les décisions à l'emporte-pièce et peu efficace dans ses actions.

Ce terme d'opposition porte en lui même le germe des dysfonctionnements de la classe politique togolaise. Les termes « majorité » et « opposition » ont été conçus pour des cas de répartition équitable du pouvoir selon les règles inhérentes à un jeu démocratique sain. Au Togo, nous sommes loin de pouvoir offrir ce cadre à la classe politique. A défaut de voir une alternance réelle émerger, c'est une partie de la classe ou des partis politiques qui s'est trouvée à faire des va-et-vient entre la majorité et l'opposition, rendant ainsi difficile la traçabilité des mouvements selon un véritable socle idéologique.

Le Togo n'est pas un véritable enjeu sous-régional, et les nombreux revirements des forces luttant pour le changement ont fini par faire douter nos interlocuteurs les plus sérieux de notre véritable désir de voir une démocratie stable émerger dans ce petit corridor de l'Afrique de l'Ouest.

Que faire ? Comment rétablir un véritable contre-pouvoir et redonner à notre jeune et balbutiante démocratie en construction les garde-fous qui la préserveront des prédateurs qui ne manqueront pas de se manifester au fil de l'histoire ?

L'alternance suffira-t-elle à garantir une démocratie porteuse de progrès pour nos compatriotes ?

Comment faire en sorte que, peu importe le président de l'alternance qui viendra, il n'ait plus jamais le pouvoir de nous faire reculer « cent ans en arrière » conformément au desiderata d'un certain « Père de la Nation » auto-proclamé ?

Dans mon livre-projet : «Je prends le parti des togolais», j'avais certes mis en première priorité la nécessité de revenir aux bases et fondamentaux démocratiques de la Constitution de 1992, la seule qui peut se targuer de revêtir une légitimité populaire et de garantir les principes d'alternance démocratique et de responsabilité du pouvoir exécutif devant ses principaux contre-pouvoirs que sont le législatif et le judiciaire.

Je sais aujourd'hui qu'il faudra aller plus loin.

Aller plus loin, afin que le peuple lui-même soit le premier garant et protecteur d'une Constitution et d'une démocratie dont il s'est lui-même doté au péril de sa vie, tout comme il s'est battu pour une indépendance qui devait lui accorder la possibilité de prendre en main son destin et de s'affranchir de toute tutelle, lorsqu'il s'agira de décider de son avenir.

Aller plus loin dans le renforcement de nos institutions et la garantie de leur indépendance, afin qu'il ne soit plus possible de voler nuitamment et unilatéralement à un peuple des acquis payés au prix de la douleur et du sang.

Aller plus loin enfin avec la fixation d'objectifs. Nous savons tous où nous voulons aller et si nous voulons ensemble célébrer cette liberté retrouvée dans un Togo en paix, il faudra proposer une méthode et redistribuer les rôles.

Il y aura un prix à payer. Ce prix, nous ne pourrons plus le cacher à nos concitoyens. Tous ne voudront certes pas le payer et ce n'est pas si grave. L'histoire des peuples est faite d'une minorité d'individus prêts à faire l'effort supplémentaire pour offrir à la majorité des lendemains meilleurs.

En deux ans de vie politique j'ai compris que pour le Togo, s'opposer ne suffit plus. Il faut aller plus loin. Il faut résister. Il est temps de Résister.

Partie 2

IL EST TEMPS DE RESISTER

« *La Révolution démocratique et populaire a besoin d'un peuple de convaincus et non d'un peuple de vaincus, d'un peuple de convaincus et non d'un peuple de soumis qui subissent leur destin* »

Thomas Isidore SANKARA

Nouveau départ

Le vol nocturne Air France à destination de Paris vient de décoller dans une nuit tropicale douce. C'est la mi-mai. Je suis confortablement assis dans une cabine à moitié pleine. Le personnel de bord est attentionné, mais mes pensées sont ailleurs, elles semblent ne pas vouloir décoller du Togo.

Ce matin-là, très tôt, je suis parti prendre le petit déjeuner avec ma mère. Du bon « Aklui Zogbon », une bouillie faite de petites boulettes de pâte de maïs, avec «*Sukle Kpono*», du pain sucré dont je raffole et que je n'ai trouvé nulle autre part ailleurs qu'au Ghana et au Bénin. Elle savait que je partais le soir mais n'avait aucune idée de ma date de retour. Moi non plus d'ailleurs, tout dépendra de la rapidité avec laquelle nous trouverons les solutions et les moyens de réaliser nos nouvelles ambitions. Je partais bien armé avec la bénédiction de ma mère qui fêtera ses 90 ans dans peu de temps, en mon absence. Je l'embrasse bien fort

en la quittant.

Avant de rentrer chez moi, je veux faire un dernier tour de la ville, et surtout revoir la mer. Mon chauffeur me dépose devant l'un des premiers grands hôtels du Togo, l'hôtel Le Bénin, ancienne gloire nationale, devenu IBIS.

Le temps est maussade. Une épaisse couche de nuages surplombe l'océan atlantique. Scrutant l'état de la plage rebaptisée « plage du changement », je ne peux m'empêcher de me dire encore une fois : « Peut mieux faire ».

Notre littoral, mis en valeur, pourrait devenir un véritable atout touristique.

L'hôtesse passant pour le dîner me sort de ma réflexion. Il sera très rapide. Je veux profiter des heures de vol pour planifier ma journée du lendemain. Je me suis attendu par mes interlocuteurs et je leur dois des réponses.

Pendant le vol, je revisite le parcours de l'opposition. De grandes choses ont été faites, mais l'essentiel demeure en attente. Je pense à tous les acquis politiques, fruits d'âpres luttes, mais cela fait bien longtemps que nous n'avons pas engrangé un nouveau succès. Nous avons tous oublié le goût stimulant de la victoire. Nous avons perdu le sens des petits succès qui appellent les grandes réussites. Depuis les acquis démocratiques des années 90, la Constitution de 1992 et les législatives de 1994 ayant sacré la victoire de l'opposition, nous n'avons plus rien célébré. Nous sommes comme pétrifiés, incapables de renouer avec le succès.

Il faut revoir notre approche, encore. Nos méthodes, encore. Il nous faut apprendre de l'expérience des autres peuples qui ont réussi à reconquérir leur liberté et à instaurer une

une véritable démocratie qui remet le peuple au cœur de l'exercice du pouvoir. Nous avons tellement d'exemples autour de nous. Je pense au Sénégal mon pays d'adoption, puis à notre voisin béninois à qui nous avons emprunté le concept de conférence nationale, mais aussi à tant d'autres pays africains dont les systèmes ne sont pas parfait et qui ont toutefois passé le cap des présidences à vie, le pouvoir ayant changé de main à maintes reprises.

Je ne peux m'empêcher un brin envieux de la réussite de nos frères et voisins du nord, le peuple du Faso. Le 30 octobre 2014, comme un seul homme ils ont fait barrage à une révision constitutionnelle douteuse et mis fin à plus de 27 ans de confiscation de pouvoir d'un chef d'État qui pourtant avait plus d'envergure que son homologue togolais. En effet, monsieur Blaise Compaoré était connu pour avoir une réelle influence dans la sous-région, entretenant des relations complexes avec les politiciens, et plus controversées avec des rebelles affiliés parfois au terrorisme. On le décrivait comme incontournable et tout-puissant. Pourtant, il n'a pas fait le poids face à une volonté populaire clairement exprimée. 48h ont suffi !

En 1965, le président français François Mitterrand écrivait ceci dans son livre *Le Coup d'État* : « Un dictateur n'a pas de concurrent à sa taille tant que le peuple ne relève pas le défi ».

C'est exactement ce qui s'est passé au pays des hommes intègres. La finale a duré moins de deux jours. Le président déchu sera finalement exfiltré et accueilli dans un pays

voisin dont il a pris la nationalité pour échapper à une extradition vers son pays d'origine.

Les jours qui ont suivi ces événements, le pouvoir togolais s'est empressé de rappeler à qui veut l'entendre que *Le Pouvoir c'est Vous*

lancer : « Ça ne peut pas se passer chez nous ! » Etait-ce pour conjurer le sort ? Cela ne suffira pas.

Comme je l'avais dit dans mon précédent ouvrage *Je prends le parti des togolais*, le vent des printemps arabes souffle aussi en Afrique subsaharienne.

Deux ans et une élection frauduleuse plus tard, je reste convaincu que le régime togolais ne pourra résister indéfiniment au cours naturel de l'histoire. Cela prendra le temps qu'il faudra mais cela se fera. Nous avons le devoir d'observer les signes autour de nous, de les intégrer à notre matrice et à notre grille de lecture, afin d'anticiper les changements dans un environnement sous régional et mondial qui risque de devenir de plus en plus fluctuant.

Les togolais trouveront leur chemin. C'est inéluctable. On peut aussi rêver que le régime comprenne et anticipe pour s'ouvrir et permettre un véritable ancrage démocratique dans notre pays. En toute sincérité, je n'y crois pas une seule seconde.

Certains ont encore trop à perdre d'un point de vue financier et juridique et c'est en cela que réside le risque des présidences interminables. L'opposition doit en tenir compte.

Ma réflexion se termine sur les quatre incontournables suivants :

- accepter qu'il faille changer de tactique,
- accepter qu'on n'ait pas forcément la science infuse,
- accepter qu'il faille apprendre des autres,
- accepter d'innover et de sortir des sentiers battus,

Une seule règle s'impose. La solution doit être résolument non violente. Ceci étant affirmé, toutes les options possibles et légales peuvent être mises sur la table. Elles doivent être consciencieusement analysées par tous les citoyens, y compris les togolais de la diaspora.

8

Face à la Diaspora

Paris, première étape de mon périple, m'accueille avec une douce température. Le printemps est bien entamé. J'ai juste le temps d'aller déposer mes affaires et repartir aussitôt pour mon premier rendez-vous.

Je retrouve les embouteillages de la capitale française avec ses belles avenues. En bon togolais je les compare aux « boulevards » de ma chère capitale togolaise. On ne se refait pas.

Ma première rencontre a lieu dans le quinzième arrondissement, rue de la Convention. J'y retrouve un ami du lycée Henri IV à Paris. Nous déjeunons ensemble. Il s'intéresse à mon parcours et veut comprendre ce qui s'est passé durant cette élection. Je lui fais une cartographie de la politique togolaise avant de lui laisser la parole.

« Ce que je peux te dire, me répond-il, c'est que les

priorités du monde sont bien différentes de ce qu'elles étaient dans les années 90 ». Le monde occidental a d'autres préoccupations. Vous devez en tenir compte. Le terrorisme international mené par l'État Islamique et par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) est la préoccupation majeure de notre époque.

Les régimes en place en ont conscience et mènent leurs politiques en conséquence, ceci pour avoir les bonnes grâces de la communauté internationale. Vous devez donc vous éloigner de toute solution incluant l'usage de la force si vous ne voulez pas vous mettre à dos vos partenaires à l'étranger. »

Nous discutons pendant trois bonnes heures avant de nous quitter. Je sais qu'il a raison. Le temps des espoirs portés sur le Quai d'Orsay et l'Union Européenne est révolu. La solution sera togolaise ou ne sera pas. Mon séjour parisien d'ailleurs visait plus à rencontrer des compatriotes de la diaspora qui n'avaient certes pas encore droit au chapitre électoral, mais qui méritaient tout autant d'être entendus et surtout d'avoir des réponses. Je veux avoir leur avis sur les questions politiques et sociétales.

Cette diaspora dans sa majorité s'est exprimée contre toute organisation d'élections issues d'un processus vicié. J'étais attendu sur la question du fichier, je le savais.

Le lendemain, je prends la route pour Bruxelles où m'attendaient quelques compatriotes. Dans le Train à Grande Vitesse (TGV) qui m'y amenait, je voyais les 650 km qui constituent la longueur du Togo. Un train

comme celui-là permettrait par exemple à un avocat de quitter Lomé le matin, d'aller plaider à Dapaong et de rentrer le soir dormir en famille. Un véritable instrument de développement. Le Nigeria lancera bientôt le sien. Quant à nous, nous avons préféré ces trains poussifs et pollueurs qui traversent nos villes aux heures de pointe. En même temps notre pays s'affiche comme étant résolument engagé dans la COP 21, au point d'être prêt à marcher sur les cadavres de nos frères de Mango pour brandir un énième projet mal ficelé de protection de la faune et de la flore. Logique, quand tu nous tiens !

J'arrive enfin à Bruxelles et je rencontre mes compatriotes. Ils ne sont pas membres du Parti des togolais. Certains sont militants dans d'autres partis ou mouvements politiques, d'autres pas. Ce qui nous unit, c'est notre appartenance et notre attachement à notre terre natale. Nous sommes attablés dans un petit restaurant non loin de la Grande Place où trône le célèbre Manneken Pis, au croisement de la rue de l'Etuve et de la rue du Chêne. Ce symbole de la ville de Bruxelles a été sculpté par l'artiste Jérôme Duquenoy au début du XVIIIème siècle.

Avant même de passer nos commandes, nous engageons nos discussions. Le langage est franc et direct. Ils sont exaspérés. Ils avaient réellement cru que l'élection présidentielle d'Avril 2015 allait produire les résultats qu'on leur avait promis. Ils se sont accrochés à cette belle promesse. Leurs propos, à l'image de leur déception, sont très amers.

Je les écoute attentivement. Je comprends leur amertume.

Ils soutiennent l'opposition depuis de longues années, et les résultats ne sont pas au rendez- vous. Certains attendent l'alternance pour rentrer au Togo. L'un des plus virulents me lance, comme pour faire la part des choses. « *Toi, je sais que tu as été cohérent et tu t'es battu pour avoir un fichier fiable* ». Je respire, ma tête ne sera pas servie en plat de résistance.

Le serveur nous interrompt. J'en profite pour détendre l'atmosphère avec une histoire drôle. Puis une fois les commandes passées, la discussion reprend. D'emblée, le premier qui prend la parole, annonce les couleurs : « *Nous avons tout essayé au Togo. Il ne reste plus qu'une solution. Trouver des armes pour libérer le pays* ».

Je reste impassible. Je n'aime pas montrer mes émotions quand un interlocuteur est sur sa lancée, car je veux le laisser aller au bout de son raisonnement. Pourtant à l'intérieur, je bouillonne. Je me demande comment les jeunes peuvent penser en 2016 que les armes sont encore une solution. Surtout face à un régime désignant quelques éléments des forces de sécurité et de défense comme son épine dorsale ?

Ces propos traduisaient avant tout une forme de désespérance. Je les laisse finir leur exposé. Tous allaient pratiquement dans le même sens. Ceux qui partageaient moins cette idée n'avaient visiblement pas d'autres options à proposer. Je finis par prendre la parole pour leur expliquer que la pire des choses qui puisse nous arriver à l'heure actuelle est la prise des armes. Ils me regardent, incrédules. Je prends le temps de développer mon argumentaire sur la nécessité de préserver la paix, de remettre en cause nos méthodes de travail, de tirer des enseignements de nos

expériences passées, et de nous inspirer de ce qui se passe dans la sous-région Ouest africaine.

La discussion est intense, parfois houleuse, entrecoupée de moments de rigolade pour détendre l'atmosphère.

S'ils sont à cette table à parler avec moi, c'est qu'ils veulent un changement et que malgré tout, ils y croient encore. Nous passons plusieurs heures dans ce petit restaurant, avant de nous résoudre à partir pour laisser les employés faire la fermeture. A défaut d'avoir changé leur état d'esprit, je pense toutefois avoir réussi à semer le doute sur la nécessité d'une solution extrême. C'est déjà un bon début. L'objectif pour moi était de leur ouvrir d'autres champs de réflexion en vue de les convaincre par la suite du bien-fondé de notre nouvelle démarche.

Ils me raccompagnent à la gare. Au moment de leur départ, le plus virulent me serre la main avec vigueur et m'interpelle « Moi je sens ta sincérité. Tu as des capacités et tu as de la conviction. Tu m'as convaincu. Tout ce que je te demande c'est de ne pas nous trahir ». Il lâche ma main. Je le regarde droit dans les yeux et je lui dis que je n'avais pas besoin d'être opposant pour entrer dans un gouvernement. Si cela avait été mon objectif, il aurait suffi que je fasse valoir mes compétences et mon profil de chef d'entreprise de la diaspora pour accroître mes chances.

Le dernier me dit simplement : « Tu n'as pas passé ton temps à vilipender les autres de l'opposition. Rien que pour ça, tu as passé mon examen ». Je lui renvoie un large sourire avec une tape amicale sur l'épaule. Je prends congé, intérieurement ravi.

Des rencontres comme celles-là, il y en a eu d'autres. Des jeunes de la diaspora togolaise en France tiendront le même discours sur la cohérence et poseront sur moi les mêmes regards aussi curieux que circonspects.

On se retrouve dans un petit restaurant africain à Pantin, une banlieue de la région parisienne. Encore un restaurant. Il pleut ce jour-là. J'ai apporté avec moi des cartons de mon ouvrage «Je prends le parti des togolais ». Un des jeunes m'aperçoit portant ces cartons et vient m'offrir son aide.

Au départ, un peu hésitante, l'ambiance devient bien vite bon enfant. Les langues se délient. On en vient même à se taquiner et à lancer quelques plaisanteries sur les sujets du moment. L'ambiance est presque familiale. Une famille bigarrée et diverse. Il y avait des juristes, des ingénieurs, des employés de bureau, des chefs d'entreprises. Ils viennent des quatre coins du Togo. On ne sent pas de réel clivage politique dans la mesure où personne n'affichait véritablement sa sympathie à tel ou tel parti. La plupart sont en réalité des divorcés de la politique.

Ce que me disent ces jeunes m'interpelle. Je me dis intérieurement que la relève est là. Ces jeunes talents pourraient facilement rentrer et aider à la reconstruction de notre pays. Mais ce pays est devenu une machine à broyer, et cela les inquiète.

La question du dernier scrutin refait surface, la déception est sur toutes les lèvres, mais très vite le débat se recentre sur l'avenir. Le « comment faire » est une fois encore au centre des discussions.

Je sortirai quelques heures après de cette rencontre, conforté dans ma certitude de la nécessité de déplacer le débat vers la sphère citoyenne. Le temps des appareils de parti viendra. Pour l'heure, il faut de nouveaux acteurs et de nouvelles voix pour alimenter le débat. Il faut former et forger, une nouvelle conscience politique chez ceux qui participeront à l'action de demain.

La rencontre fut trop courte pour aborder tous les sujets. Un rendez-vous pour une interview m'obligea à l'écourter, mais j'avais déjà mes réponses. Les véritables soutiens de la lutte togolaise sont les citoyens.

Partout à travers le monde, on rencontre des citoyens désireux de devenir la solution aux maux qui rongent leur pays. Ce qu'ils veulent avant tout, c'est être affranchis des discours politiques, souvent beaucoup trop limités. Ils veulent parler comme des citoyens directement aux citoyens. Bien organisés, ils deviennent une troisième force, un contre-pouvoir populaire à même de balayer sur son passage tout ce qui viendrait à menacer l'avenir du pays qui leur a été laissé en partage.

La lutte dont je vous parle pour le Togo, doit ressembler à celle que des hommes et femmes déterminés ont choisi de mener, afin d'offrir aux générations futures un Togo indépendant. Une lutte qui conduit le peuple souverain à décider lui-même de sa destinée.

Deux générations plus tard, ce rêve inachevé de liberté demeure. Plus qu'un rêve, il doit devenir un désir puis un objectif, pour chaque citoyen.

En offrant ce jour-là aux participants la copie dédicacée de mon ouvrage « Je prends le parti des togolais » où figure

mon projet et ma vision pour le Togo, la seconde étape de mon périple prend de plus en plus forme.

Les six mois qui suivirent furent riches en rencontres. Ils m'offrirent l'opportunité de rencontrer des hommes et des femmes en Europe, aux États-Unis et en Afrique, qui ont dédié leur vie à la libération des peuples. Certains sont connus, d'autres le sont moins, tous connaissent le goût de la victoire. Leurs caractéristiques communes sont la détermination, la méthode, l'abnégation et le sentiment patriotique.

Ce sont des personnes que l'on rencontre une fois dans sa vie mais dont les enseignements vous marquent à tout jamais.

Les conseils et préconisations qui vont suivre sont tirés pour la plupart de nos discussions et des enseignements que j'ai reçus d'eux.

Eux, ce sont des citoyens qui ont fait tomber les dictatures et qui ont affranchi les peuples de l'oppression. Ils ont réussi à force de conviction et de détermination. Ils ont réussi parce qu'ils ont su être un modèle pour toute une génération en perte de repères.

Puissent les lignes à venir inspirer une génération de togolais et d'africains désireux de se lever pour la justice et la liberté des peuples. Cela passe par la résistance citoyenne.

IL EST TEMPS !

La résistance citoyenne plus forte que l'oppression politique

Tous ceux qui ont eu l'expérience de l'action citoyenne et qui ont influé sur le cours de l'histoire vous diront que les dictatures reposent dans leur large majorité sur les mêmes piliers : corruption, mauvaise gouvernance, népotisme, absence de justice sociale, impunité et violence. Elles se maintiennent par la force en jouant sur la peur des citoyens.

La résistance citoyenne via une action concertée de la société civile permet de compléter la lutte politique et de faire trembler, vaciller, puis tomber les dictatures réputées invulnérables.

C'est cette action citoyenne forte, préparée et concertée, qui manque à notre pays le Togo.

Nous avons appris à nos dépens qu'il ne suffit pas de faire défiler quelques centaines, voire quelques milliers de nos

compatriotes dans les rues de Lomé pour que le système RPT devenu UNIR tombe aussi vite que Moubarak en Egypte et Ben Ali en Tunisie.

Au Burkina Faso en 2014, nous avons vu Blaise Compaoré chuter en deux jours. En réalité, ces deux derniers jours étaient la grande finale d'un combat qui a débuté à l'abri des regards depuis bien longtemps. Octobre 2014 fut l'aboutissement d'une lutte émaillée de petites victoires par le peuple Burkinabé.

« Dieu est Burkinabé ! » C'est ce que tout le monde s'est dit ce 30 octobre 2014. En twittant mes encouragements à cette jeunesse courageuse, j'étais intimement persuadé que la dictature au Burkina Faso vivait ses dernières heures. Mon ami Laurent Bigot l'avait d'ailleurs prédit, il y a quelques années. Depuis, certains d'entre nous aimons l'appeler le « Prophète ». Ce surnom a une saveur toute particulière pour moi depuis que dans un article où il a commenté les événements du Burkina Faso, il a mentionné le Togo en disant qu'il risquait d'être le prochain sur la liste.

Du Sénégal qui s'est opposé à un troisième mandat d'Abdoulaye Wade en s'appuyant sur des mouvements de jeunes citoyens, en passant par le Burkina Faso, nous apprenons une chose essentielle : les révolutions réussies ne sont pas des explosions spontanées. Ce sont des feux qui couvent longtemps, soigneusement entretenus sous la cendre et nourris par le souffle discret mais efficace des convictions ancrées en chaque combattant de la liberté.

Avez-vous lu le livre « De la dictature à la démocratie » de Gene Sharp ? Je ne remercierai jamais assez le compatriote

de la diaspora qui me l'a procuré. Je conseille à chaque amoureux de la démocratie de le lire. Je vous conseille une version PDF disponible librement sur internet. En phase de relecture de cet ouvrage, j'ai appris avec surprise que des militants de l'opposition en Angola ont été arrêtés pour avoir commis le « crime » de posséder ce livre mondialement reconnu et approuvé par les défenseurs des droits humains. « Afrique mon Afrique ! »

Revenons à Gene Sharp. A défaut d'aller vous-même à sa rencontre, laissez-moi vous présenter un extrait de sa biographie, tirée de son livre.

Docteur en Philosophie (Université d'Oxford), Gene Sharp est chercheur principal à l'Institut Albert Einstein à Boston, Massachusetts (États-Unis). Il est titulaire d'une licence et d'une maîtrise de l'Université d'État de l'Ohio, et Docteur en Philosophie de la théorie politique de l'Université d'Oxford. Il a reçu des titres honoraires du Manhattan College, du Rivier College, de l'Université du New Hampshire et de l'Académie des Sciences de Lettonie. Il est par ailleurs, professeur émérite de sciences politiques à l'Université de Massachusetts à Dartmouth. Il a aussi enseigné à l'Université d'Oslo, à l'Université de Massachusetts à Boston, à l'Université de Boston et à l'Université de Brandeis. Pendant près de trente ans il a été chercheur au Centre des affaires internationales de l'université de Harvard. Il a donné des conférences dans de nombreux pays. Il est également l'auteur de divers ouvrages qui ont été publiés en plus de quarante langues. « De la dictature à la démocratie » est l'un de ses ouvrages les plus lus au monde.

Gene Sharp nous y apprend un principe simple mais hautement efficace :

Pour rester au pouvoir, les dictateurs ont besoin de l'aide de ceux qu'ils gouvernent. Sans eux, ils ne peuvent assurer et maintenir les sources de leur pouvoir politique. Ces sources du pouvoir politique sont principalement :

- L'autorité et la conviction répandue dans le peuple que le régime est légitime et que lui obéir est un devoir moral.
- Les ressources humaines, à savoir le nombre et l'importance des personnes et groupes qui obéissent, coopèrent, ou apportent leur assistance au «souverain».
- Des facteurs intangibles, psychologiques et idéologiques qui amènent les peuples à obéir et à assister les dominants.
- Les ressources matérielles, c'est-à-dire la capacité des dirigeants à contrôler ou à accéder à la propriété, aux ressources naturelles, aux moyens financiers, au système économique et aux moyens de communication et de transport.
- Les sanctions, punitions brandies ou appliquées, contre ceux qui désobéissent ou refusent de coopérer, afin d'assurer la soumission et la coopération nécessaires au régime pour exister et mener ses politiques.

Toutes ces sources, toutefois, dépendent de l'acceptation

du régime, de la soumission et de l'obéissance de la population, de la coopération d'innombrables personnes et des multiples institutions de la société. Ces appuis ne sont pas toujours garantis.

La pleine coopération, l'obéissance et le soutien renforcent la disponibilité des sources nécessaires au pouvoir et, par conséquent, le consolident. À l'inverse, le retrait de la coopération populaire et institutionnelle aux agresseurs ou aux dictateurs réduit ou supprime la disponibilité des sources du pouvoir desquelles dépendent tous les dictateurs. Sans elles, le pouvoir des dominants s'affaiblit et finalement se dissout car il s'éteindra lentement par « famine politique ».

C'est cette famine politique que nous devons créer au Togo, en privant progressivement le pouvoir dominant des piliers qui le confortent dans sa position.

Pour que l'on ne m'accuse pas d'appel à la révolte, je vais vous raconter une histoire que nous aimons partager au Parti des Togolais, lors de nos formations sur la vigilance citoyenne. Il s'agit de l'histoire de Maître Singe, que mon jeune collaborateur Gnimdewa Atakpama affectionne tout particulièrement.

Cette parabole chinoise de Liu-Ji, date du XIV^e siècle. Elle nous apprend que dans l'État féodal du Chu, un vieillard survivait en gardant des singes à son service. Les gens l'appelaient « Ju gong » (Maître singe).

Chaque matin, le vieil homme rassemblait les singes dans sa cour et donnait l'ordre à l'aîné d'emmener les autres dans la montagne pour cueillir des fruits sur les arbres et en ramasser dans les buissons. La règle exigeait que chaque singe donne le dixième de sa récolte au vieillard. Ceux qui

ne le faisaient pas étaient violemment fouettés. Tous les singes en souffraient mais aucun n'osait s'en plaindre.

Un jour, un jeune singe s'adressa aux autres :

« Le vieil homme a-t-il planté tous les fruitiers et buissons ? »

Les autres répondirent : « Non, ils ont poussé naturellement. »

Le jeune singe insista : « Ne pouvons-nous pas prendre les fruits sans la permission du vieil homme ? » Les autres répondirent : « Si, nous pouvons tous le faire. »

Le jeune singe continua : « Alors pourquoi devons-nous dépendre du vieil homme, pourquoi devons-nous tous le servir ? »

Avant que le petit singe ne finisse sa phrase, tous les autres avaient compris. Ils s'éveillaient d'une longue torpeur collective.

La nuit même, s'assurant que le vieil homme était endormi, les singes détruisirent l'enclos dans lequel ils étaient confinés. Ils prirent les fruits que le vieil homme avait emmagasinés et les emportèrent dans la forêt pour ne jamais en revenir. Le vieil homme finit par mourir de faim.

Voici comment Liu-Ji conclut son histoire : « *Certains hommes, dans le monde, dominant leur peuple par l'imposture et non pas par la justice. Ne sont-ils pas comme le maître singe ? Ils ne se rendent pas compte de leur confusion d'esprit. Dès que leur peuple comprend la chose, leurs ruses ne fonctionnent plus.* »

Togolais, allons-nous enfin comprendre la chose afin que la ruse du maître singe cesse de fonctionner ?

Les régimes se maintenant par la force ont compris que le pouvoir est véritablement incarné par le peuple, c'est la raison pour laquelle ils cherchent à affaiblir l'adversaire qu'ils ne peuvent vaincre à la loyale. C'est l'image d'États forts régnant sans partage sur un peuple qu'ils auront préalablement affaibli.

Le président américain Barack Obama, dans son allocution prononcée à Accra le 11 juillet 2009 devant le Parlement ghanéen disait ceci : « L'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, mais d'institutions fortes ». Le Togo quant à lui aura aussi besoin d'un peuple solide. Solide au sens de ses convictions, de son socle idéologique et de sa capacité de résistance pour déjouer les ruses de ceux qui, de tous bords, se servent de son actuelle vulnérabilité pour le manipuler et le spolier à dessein.

Cette lutte pour aider le peuple togolais à se réapproprier ses prérogatives et à s'affranchir de la manipulation politique ne peut être laissée à la seule charge de la classe politique.

Certes, au sein du Parti des Togolais, nous avons des programmes de formation visant à aider les citoyens à se réapproprier le débat politique. Mais nos compatriotes ont surtout besoin d'une société civile qui se réapproprie ces prérogatives.

Le Togo a besoin d'une Société Civile d'un nouveau type, qui s'affranchira de toutes ambitions politiques pour devenir le véritable gardien des acquis pour lesquels des générations entières de togolais ont lutté. Une société civile véritablement au service du citoyen.

10

Une société civile au service du citoyen

En analysant les points faibles de la lutte pour la libération de notre pays, il est très facile de constater qu'au-delà de l'absence d'actions efficaces et concertées sur le champ politique, demeure l'épineuse question de notre société civile.

A l'image des autres sociétés civiles africaines, elle a émergé dans les années 1990 pour répondre à des exigences de liberté et de droits humains. En observant le parcours des Organisations de la Société Civile (OSC) dans des pays comme le Sénégal, le Bénin et le Burkina Faso, nous constatons qu'au Togo, nos organisations de la société civile se sont perdues sur leur chemin en essayant d'aider la politique au lieu d'aider les populations.

En franchissant cette ligne, elles ont perdu en efficacité et se sont progressivement laissées absorber par le pouvoir politique.

En discutant avec les populations togolaises, lors de nos différentes tournées, j'ai pu me rendre compte à quel point l'action et le concept de société civile sont mal assimilés dans notre pays. Pour beaucoup de togolais, militer au sein d'une organisation de la société civile, n'est ni plus ni moins qu'un moyen détourné de se faire remarquer en vue d'accéder à des fonctions politiques. Or pour être véritablement efficace dans son rôle d'arbitrage et de défense des intérêts des populations, la société civile doit demeurer apolitique et au service du citoyen.

Permettez-moi, avant d'aller plus loin de vous faire un peu l'histoire de la société civile.

Tout comme la démocratie, la société civile trouve ses origines dans la Grèce antique. Elle regroupait, dans un cadre quasi informel, des gens ayant en partage les mêmes préoccupations. La caractéristique principale étant leur indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques. Au fil des siècles, le concept a progressivement évolué pour devenir un espace d'expression qui promeut d'une manière générale un mieux-vivre pour les populations. Aujourd'hui, la société civile conduit parfois à mettre en lumière les insuffisances et les travers de l'État, des partis politiques ou encore des grandes entreprises et groupes d'intérêts particuliers.

Plus proche de nous, en Afrique, c'est principalement depuis que la Banque Mondiale a utilisé le terme « gouvernance » dans un rapport sur l'Afrique en 1989, que les problématiques de gestion politique, économique, sociale et

culturelles ont lancé l'action des sociétés civiles.

La société civile africaine s'est largement appuyée sur ce concept pour concevoir son champ d'intervention et bâtir son activité. Le champ des droits de l'homme fut l'un des premiers secteurs couverts.

En effet, les années 80 ont été marquées en Afrique par des régimes de partis uniques qui ont allègrement privé les citoyens de leurs droits fondamentaux. Les droits de l'homme étant une urgence à laquelle il fallait répondre immédiatement, la société civile africaine a concentré son action principalement autour de la défense des libertés individuelles et collectives.

Grâce aux actions menées par ces organisations, les citoyens africains ont pris peu à peu conscience de leur capacité à agir pour influencer directement l'action gouvernementale. Ces peuples, largement maintenus dans l'ignorance, et éduqués à ne pas contredire leurs chefs, ne comprenaient pas encore que la démocratie leur procurait de nouveaux droits. Certes, les dictatures mourantes avaient lâché du lest, pour autant les politiciens s'étaient abstenus d'expliquer au peuple que la souveraineté c'était eux et que ce pouvoir qu'ils incarnaient pouvait s'exercer à présent sur leurs gouvernants.

Au Togo, c'est aussi dans les années 1990 que la Société Civile émergera, dans le sillage de l'amorce du processus de démocratisation. Cet éveil de l'action citoyenne fut essentiellement à l'initiative des universitaires, des hommes de culture, des pratiquants de professions libérales.

Comme ailleurs en Afrique, le secteur des droits de l'homme a naturellement suscité une attention particulière. Malheureusement, au fil du temps, la ligne de démarcation entre société civile et pouvoir politique est devenue de plus en plus trouble. Bien loin de l'esprit du 5 octobre 1990, les relations entre les pouvoirs publics et la Société Civile togolaise sont devenues quasiment incestueuses.

Ceci est venu d'une mauvaise compréhension du rôle de chacun. L'exemple le plus récent dans notre pays, est celui de la formation du Collectif Sauvons le Togo (CST) le 4 Avril 2012. Cette organisation a regroupé aussi bien des partis politiques que des organisations de la société civile (OSC). Ils se sont illustrés par des actions de grande envergure, notamment les manifestations du 12 au 14 Juin 2012 ayant rassemblé plusieurs centaines de milliers de togolais dans les rues de Lomé. Un excellent début, car cela faisait longtemps que les togolais n'avaient pas expérimenté un tel mouvement de masse. Il faut leur rendre hommage. Cette montagne pourtant, accouchera d'une souris, et ce malgré la détermination des citoyens.

En effet, après l'euphorie de la mobilisation, l'heure des négociations arriva. Force fut alors de constater qu'intérêts citoyens et ambitions politiques ne pouvaient produire qu'un alliage contre nature. Le pouvoir togolais se servira de cette défaillance pour conforter sa position selon le désormais célèbre « diviser pour régner ».

Ceci était prévisible. Bien trop souvent en politique togolaise, l'enjeu électoral prend le pas sur l'engagement envers les citoyens. C'est le mal qui nous ronge et dont il faudra s'affranchir. Pour ce faire, cette classe politique doit

se faire rappeler régulièrement à l'ordre par les citoyens eux-mêmes, que ce soit individuellement ou, pour plus d'efficacité, à travers des regroupements de la société civile.

Dans mes premières tournées et meetings, il était assez fréquent de me voir rappeler à l'ordre par les citoyens sur l'urgence d'une action sociale avant le discours politique.

Les revendeuses de poisson du quartier Katanga, par exemple, m'ont fait comprendre qu'il serait plus agréable de discuter et de faire notre réunion sous un hangar qui ne risquerait pas de s'envoler à chaque bourrasque de pluie. Elles avaient raison. Je suis donc retourné m'occuper de la question du hangar afin de pouvoir leur parler plus confortablement de mon projet politique.

Lors de la tournée nationale de novembre et décembre 2014 qui a conduit le Parti des togolais auprès des populations togolaises, une jeune dame de Poissongui, un canton de la préfecture de Tône, me posa une autre question : « Quel est le bénéfice social significatif que le peuple a tiré de cette lutte depuis 1990 ? Et je ne parle pas d'acquis politique ! » A bien y réfléchir, cette jeune militante de notre parti a mis le doigt sur un point crucial. Avons-nous milité durant des décennies uniquement pour des gains politiques ?

Acteurs politiques et leaders de la société civile ont le devoir d'inciter la jeunesse à s'engager pour les préoccupations sociétales, afin de reconstruire le rapport du citoyen à la société. Il est vrai que certaines pratiques du régime incitent nos jeunes concitoyens au gain facile. La distribution organisée de billets de banque et autres petits

cadeaux à l'effigie du chef de l'État a conduit plusieurs à monnayer tout engagement. Il s'agit à présent de responsabiliser chacun sur le sens de son engagement vis-à-vis du Togo et vis-à-vis de sa communauté proche.

Il faut réapprendre aux jeunes à être utiles à leur communauté. Il n'y a pas de recette miracle. Chaque groupe de jeunes doit identifier et définir ce qu'il peut offrir comme contribution pour le bien-être général de sa communauté proche. Il ne s'agit pas de travail rémunéré mais d'action citoyenne, motivée par le désir de se rendre utile. Les actions dont je parle ne nécessitent pas d'investissement particulier, elles sont à prendre comme une exécution de travaux d'intérêt général. Le nettoyage du quartier, le débouchage des caniveaux sont de petits exemples qui rendent un grand service à toute la communauté et la réconcilient avec la nécessité de prendre soin du bien commun. Partant de là, chaque groupe de citoyen doit trouver son créneau d'actions. Non, le lampadaire ou la route sur laquelle sont brûlés les pneus ne sont pas la propriété du chef de l'État. Ce sont des biens communs à la communauté, financés par nos impôts et des emprunts que nos enfants auront à payer. Ne nous trompons plus de cible.

C'est la multiplication de ces petites actions qui progressivement réveillera la population. Il ne s'agit plus d'aider des politiciens à gouverner. Il s'agit de se donner ensemble les moyens de vivre mieux.

Aucun peuple ne reste muet lorsqu'il s'agit de lutter pour ses intérêts. C'est ainsi que nous arriverons à remettre

l'action au cœur du débat et remotiver nos concitoyens à exiger leurs droits et le respect de leurs libertés individuelles.

Ces initiatives dont je vous parle relèvent en principe essentiellement de la société civile, mais cela ne doit pas empêcher les partis politiques de jouer leur partition. Nous comptons continuer à jouer la nôtre avec nos délégués, nos jeunes étudiants et tous ceux qui comprendront au fur et à mesure des formations, l'importance de retrousser ensemble nos manches pour atteindre notre objectif commun : Développer notre pays et instaurer une démocratie durable dans toutes ses dimensions.

J'encourage les jeunes et je félicite ceux qui ont déjà commencé ces actions citoyennes, comme nos militants qui donnent des cours de soutien scolaire aux élèves ou qui nettoient leur quartier. C'est un bon début.

Monsieur Faure Gnassingbé a dit de sa propre bouche que les richesses et les biens du Togo sont entre les mains d'une petite minorité. Est-il lui-même hors de cette minorité ? Notre réponse doit être de faire en sorte que la GRANDE MAJORITE privée jusqu'alors du fruit de la croissance, se rassemble pour rétablir une justice sociale. C'est une cause qui doit rassembler tous les togolais.

11

Se retrouver autour des causes qui nous unissent

Lorsqu'il est question d'analyser les raisons des manques de succès devenus routiniers de l'opposition togolaise, les termes « désunion » et « rangs dispersés » sont souvent mentionnés.

Comment aurait-il en être autrement quand cette opposition ne monte au-devant de la scène que pour des questions politiques et électorales ? Une élection est avant tout une compétition où chacun joue pour son camp, si ce n'est pour ses intérêts personnels. A ce jeu les politiciens togolais pourraient être champions du monde.

Pour parvenir à lancer une véritable dynamique transcendant les divisions politiques qui existeront toujours (ne soyons pas naïfs), il faut sortir des causes purement politiciennes, et appliquer ce que j'aime appeler la Politique des grands nombres.

Rassurez-vous, je ne vais pas vous remplir la tête inutilement avec la loi des grands nombres issue des travaux du mathématicien suisse Jacques Bernoulli. Je veux tout simplement vous expliquer qu'il faut être nombreux pour inverser certains rapports de force.

C'est bien connu. Dans un match de football, quand on joue à dix ou neuf contre onze, l'équipe à onze a beaucoup plus de chance de gagner la partie.

Imaginez alors que l'on puisse jouer à onze contre un ? Alors là, la victoire ne ferait plus aucun doute. Tenez, prenons onze de mes jeunes amis avec qui j'ai joué au foot à la plage de Lomé. On met en face d'eux au stade de Kégué le ballon d'or Lionel Messi, tout seul. Malgré son talent et tout son palmarès, il ne fera pas le poids à onze contre un.

Voilà le sens de la loi des grands nombres en politique. Prioriser les luttes qui concernent le plus grand nombre pour être soutenu par une plus large majorité de togolais. En réalité, il y a deux batailles à mener en parallèle : L'une pour l'alternance politique et la consolidation de la démocratie et l'autre pour rassembler des citoyens togolais de tous bords autour d'un même objectif sociétal.

Oui je vous sens soupirer, et croyez-moi je soupire aussi quand on me parle d'unité dans l'action politique au Togo. Elle apparaît comme un rêve inaccessible. D'ailleurs, le pouvoir s'emploie avec méthode à faire en sorte que ce rêve ne devienne jamais réalité.

Le « Diviser pour régner » est en réalité plus vieux que Machiavel.

C'est une stratégie aussi vieille que le monde.

Dans les régimes dictatoriaux, comme c'est le cas au Togo, la population est souvent atomisée, c'est-à-dire transformée en une masse d'individus isolés, incapables de travailler ensemble pour développer des libertés, entretenir une confiance mutuelle ou faire quoi que ce soit de leur propre initiative.

Le résultat est prévisible : la population s'affaiblit, n'a plus confiance en elle-même et se trouve incapable de résister. Les gens ont souvent trop peur de partager leur aversion pour la dictature et leur soif de liberté, même en famille ou entre amis. Ils sont terrifiés à l'idée même d'afficher leur résistance en public. Ce comportement est le fruit de longues années de répressions subies par le peuple.

L'atomisation n'est pas la seule cause qui rend l'unité difficile. Chaque individu a cette tendance, liée à la nature humaine, de croire qu'il connaît mieux que les autres et que lui seul détient la vérité. Ça m'arrive aussi parfois, mais j'ai appris à travailler sur ce trait de caractère. Reconnaître le problème d'égo est déjà un grand pas en avant, y travailler devient d'autant plus aisé. Un des moyens de le traiter, est de ne jamais perdre de vue l'objectif commun, qui doit demeurer l'essence même de la lutte.

J'ai ainsi appris à déléguer, à laisser d'autres voix que la mienne exprimer leurs talents, et du talent au Togo il y en a. Nous reconnaissons tous aisément, malgré nos ego, qu'il y a des domaines où le voisin est plus compétent que nous, ne serait-ce que par sa formation ou l'expérience liée à son parcours.

Conjuguons nos talents et vous verrez que nous serons encore plus solides. Je suis trop optimiste, me direz-vous? Non. Je suis persuadé qu'il nous est possible de rassembler des groupes les plus disparates autour d'une mission commune si nous prenons le problème par le bon bout.

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'au sein de toute large unité stratégique, existent des unités tactiques plus petites. C'est par elles qu'il faut commencer.

La plus importante des unités tactiques est l'unicité du message. On ne peut pas dire quelque chose et son contraire : « Vraiment, on ne peut pas ».

Il ne faut pas non plus envoyer plusieurs messages à la fois, aussi légitimes qu'ils puissent être. En faisant cela, on finit par embrouiller les populations avec des thématiques qui partent dans tous les sens et un débat qui brille trop souvent par sa superficialité. Cela vous fait penser à un petit pays de l'Afrique de l'Ouest ?

Il est vrai que les sujets de mécontentements sont légions au Togo : L'injustice sociale, la corruption, l'éducation, la santé, l'économie, la décentralisation, l'état civil, l'emploi, et tant d'autres... Mais embrasser tous ces points en même temps est et sera toujours contre-productif.

Face à l'étendue des urgences, il nous faut apprendre à être organisés et à établir notre échelle de priorités. Le peuple est toujours rassuré quand il sait que le capitaine qui mène la lutte sait vers où il veut diriger la barque et ne part pas dans tous les sens.

Tous les pays, dont les citoyens se sont organisés pour

peser sur le débat politique, ont connu l'ensemble de leur société civile regroupée autour d'un même thème, voire un même slogan. Malgré les préoccupations d'emploi, d'éducation, d'injustice ou de santé, ces organisations de la société civile ont réussi à ramener toutes leurs préoccupations sous une même thématique. En Serbie par exemple, lors de la révolution, le mot d'ordre était simple et clair : « Il est fini ».

Le nôtre est tout aussi simple « GAMESU » ou « IL EST TEMPS ! » si vous préférez. Nos solutions sont pour maintenant et les résultats nous les escomptons pour notre génération et pour celles à venir.

Les petites victoires qui nous font grandir

Je m'en rappelle encore comme si c'était hier. J'avais entre 10 et 13 ans. Je raffolais des films chinois d'arts martiaux. « Wang Yu » ou « Les moines Shaolin » étaient mes favoris. Dès que nous avions les moyens de nous offrir un ticket, mes camarades de jeux et moi allions au cinéma REX. Juste après, nous courions à la plage à côté du vieux Wharf pour pratiquer toutes les acrobaties et les prises de Karaté vues dans le film. A la longue nous étions devenus très bons. Certains d'entre nous, y compris moi, s'étaient même inscrits au dojo du coin pour prendre des cours de Shotokan, une variante du Karaté. Je roulais ma mécanique en disant que Bruce Lee était mon élève. A l'époque j'aimais déjà amuser la galerie.

Dans tous ses films, Wang Yu, le héros, engageait ses batailles en commençant par des adversaires pas très expérimentés et beaucoup moins forts que lui. Ce n'est qu'à la fin du film qu'arrivait le face à face avec le grand maître qu'il avait entre-temps privé de ses « gbangbana Sôdja » ou petites milices comme on dit chez nous au Togo.

La dernière bataille était souvent rude, mais Wang Yu

trionphait toujours. Ce qui faisait en réalité la force du grand maître, c'était son armée de disciples. Une fois ces derniers mis hors d'état de nuire, le chef à lui seul ne faisait plus le poids devant Wang Yu.

Notre lutte doit retrouver ses « points tactiques » ou « unités tactiques », pour se redonner les moyens de voir grand.

À l'instar de Wang Yu, la méthodologie doit commencer par des petites batailles qui peuvent être gagnées. Il s'agit de commencer par des enjeux à portée de main qui nous permettront de bâtir une solide réputation et montrer au peuple que les citoyens peuvent atteindre un objectif commun.

L'activiste américain, Jonathan Kozol, conseille d'ailleurs ceci : «Choisissons des batailles assez importantes pour compter, mais assez petites pour les gagner». Il a tout à fait raison.

En matière de lutte citoyenne, l'expérience montre que le gouvernement commence souvent par ignorer la démarche. Il s'efforce ensuite de détourner l'attention, puis face à des citoyens déterminés il cherche l'apaisement, pour enfin capituler.

Le gouvernement togolais a toujours su « mater » les mouvements politiques isolés mais n'a jamais su tenir devant une population mobilisée, et résolument engagée.

Sur les causes mobilisant au-delà de l'identité politique, le bras de fer a, dans sa grande majorité, tourné en faveur de la population. Bien évidemment, dans la communication institutionnelle, l'impact de ses victoires a toujours été

minimisé, ceci pour ne pas donner envie à ces populations de viser de plus grandes victoires.

Certains brandissent encore souvent l'épouvantail de l'usage de la force brutale pour museler l'expression citoyenne. Mais comme un disque rayé, ces menaces sont de moins en moins audibles. Par ailleurs, le risque de rupture des relations avec les partenaires internationaux, seul alibi du régime pour justifier sa légalité, à défaut d'une réelle légitimité, oblige la dictature togolaise à se revêtir publiquement du masque démocratique. Vous l'avez compris, ça ne marche plus.

Même s'il est notoirement connu que l'usage de la force est le principal levier des régimes durs, dans le Togo d'aujourd'hui, une forte majorité des forces de sécurité et de défense se comporte de manière républicaine, et il faut s'en féliciter. J'en ai rencontré beaucoup lors de mes tournées. Ils ont assuré la sécurité de nos rencontres, m'ont accueilli avec beaucoup de respect, rigolé à mes plaisanteries, et même manifesté le désir d'en savoir plus sur mon projet politique.

J'ai toujours exigé de mon équipe une attitude de respect vis-à-vis de l'uniforme et des fonctions de nos responsables politiques. C'est dès maintenant que nous devons développer ces comportements républicains.

Certes il y a encore une minorité, érigée en épouvantail, qui sort des rangs et qui provoque encore des drames comme il s'en est produit récemment à Mango en début d'année 2016, ou à Dapaong en 2012. A cette minorité nous devons opposer la réalité de la majorité républicaine. C'est ainsi que nous

l'encouragerons à monter au créneau et à nous rejoindre. Oui, j'ai bien dit nous rejoindre.

Je veux déclarer ici haut et fort que les forces de sécurité ne sont pas nos adversaires politiques. Certes, le passé est douloureux, mais la réalité actuelle nous enseigne que nous partageons tous la même préoccupation pour nos vies et celles de nos enfants.

Ceux qui vous font croire en plein risque sécuritaire que le Togo se construira et vivra en paix sans ses forces armées, font partie du problème et non de la solution qu'ils prétendent incarner.

Mais revenons plutôt à nos luttes communes. En 1930, en Inde, Gandhi utilisa la taxe imposée par les britanniques sur le sel pour s'opposer à la politique coloniale. L'administration coloniale fit marche arrière.

Chez nous au Togo, la fameuse révolte des Loméennes les 24 et 25 janvier 1933 est un cas d'école. Dans une Afrique occidentale subissant les contrecoups de la crise économique de 1933 et dont les commerçants étaient étranglés par la taxation arbitraire du pouvoir colonial, la population n'hésita pas à retirer sa confiance aux notables appliquant les directives du pouvoir colonial. Ce dernier usa de la répression pour arrêter les leaders de la contestation. Ce fut une erreur. Les femmes se levèrent pour exiger leur libération et le rejet de la grille de taxation de l'époque. Face à leur détermination, le pouvoir colonial n'eut d'autre choix que de reculer.

De l'avis de beaucoup, cette lutte aura servi de catalyseur aux vagues de décolonisation et au lancement des luttes pour l'obtention de l'indépendance des colonies d'Afrique francophone dont le Togo de l'époque fut pionnier.

Qu'apprenons-nous de ces deux exemples ? Qu'un besoin social commun fut le fer de lance d'une victoire politique. Le point de départ est de pouvoir identifier une préoccupation quotidienne commune à un maximum de togolais. Il faut savoir écouter et découvrir ce qui intéresse les autres pour mener les batailles dans ce sens. Les gens ne s'engagent véritablement dans un combat que lorsqu'ils se sentent directement concernés.

Le régime en place, sans le vouloir, nous offre une panoplie de possibilités en maintenant une oppression économique sur nos populations.

En pleine rédaction de mon ouvrage, un rétropédalage gouvernemental n'a pas manqué d'attirer mon attention. Celui concernant la fameuse affaire de la vraie/fausse taxe d'habitation instaurée par l'Office togolais des Recettes (OTR).

Quelques jours après la diffusion d'un document frappé du logo de l'institution et établissant le barème et les conditions de paiement de la taxe d'habitation, et face à la levée de bouclier générale des partis politiques, des organisations de la Société Civile et des citoyens ordinaires, l'institution a dû publier un démenti. Dans un pays où la politique de décentralisation est aussi abstraite que l'existence de collectivités locales fonctionnelles, la pilule était difficile à avaler.

Cette reculade du gouvernement est une victoire que nous n'avons malheureusement pas célébrée pour nous encourager. L'opinion ne perçoit pas cela comme un succès à notre actif, pour la simple raison que cette levée de bouclier s'est faite en ordre dispersé. Imaginez si cette action avait été concertée.

Voici un exemple de causes qui nous fédèrent, et sur lesquelles nous pouvons capitaliser pour redonner quelques bouffées d'oxygène à nos citoyens asphyxiés par la cherté de la vie et une croissance qui peine à franchir les frontières de la principauté de Lomé 2, véritable Monaco sous les tropiques.

Nous voyons donc ici qu'une grande part de la réussite de nos luttes dépend des batailles que nous choisissons de mener.

Ce choix dépend lui-même du niveau de compréhension du fonctionnement du système oppressif combattu. Il faut trouver le chemin vers le talon de notre Achille national et ainsi opposer nos atouts à ses points faibles. Et croyez-moi, il en a.

Ces petites victoires, bien entendu, ne sont que la moitié du parcours à accomplir. Elles s'inscrivent dans une vision globale, un PROJET. Je sais que ce n'est pas toujours la priorité dans notre pays et que beaucoup pensent encore qu'il suffit d'un titre, d'un logo et de quelques slogans pour justifier de sa qualification pour le poste. J'espère toutefois qu'un demi-siècle de lutte nous aura fait comprendre la nécessité de mettre un peu plus d'arguments sur la table. Pour réunir les togolais et redonner un sens à la lutte, il faut leur présenter une vision pour demain et surtout y associer un plan.

Le peuple périt en l'absence de vision

«Alberto, les togolais ne lisent pas, ce qu'ils aiment c'est les meetings. Ton livre ne sera pas une bonne opération». Nous étions en 2014 et nous préparions le lancement de « Je prends le Parti des togolais » dans lequel je me présentais et je présentais aux togolais les grandes lignes de mon projet de société. Sur les dix mille exemplaires, il n'en reste à ce jour que quelques centaines.

En repartant sur l'écriture de ce second ouvrage, je me suis dit en souriant « Qu'à cela ne tienne, avec moi, les togolais vont réapprendre l'amour de la lecture ». C'est mon souhait.

Loin de vouloir importuner mes compatriotes, c'est une habitude que je nous redonne. Celle de ne pas signer un chèque en blanc à un leader sans avoir une vision claire de ce qu'il compte faire de nos vies.

Il est important de mettre par écrit ce que nous souhaitons faire. Parce que les écrits nous engagent davantage. Ils nous empêchent de dire de façon éhontée une chose, puis son contraire quelques mois ou années après.

Toutes les grandes luttes de par le monde sont pavées de manifestes, d'écrits et de chartes déclinant les visions de ceux qui les portaient.

L'African National Congress, le parti de Nelson Mandela a présenté aux Sud-Africains sa charte de la Liberté. Les révolutionnaires américains avaient leur déclaration de l'indépendance qui donnait les bases d'une société démocratique.

Comment pouvons-nous encore croire que les togolais se contenteront d'une politique du verbe uniquement ? Les slogans à la mode scandés dans la rue, mais dépourvus de socle idéologique et de projets ne suffiront plus à mobiliser dans la durée. D'ailleurs, les auteurs eux-mêmes ne semblent plus croire sur le long terme à ces slogans. Pour preuve, ils font exactement le contraire à la première occasion.

Le « Que voulons-nous apporter à nos concitoyens ? » doit primer sur le « Qui voulons-nous faire partir ? », sinon nous risquons de ne semer que chaos et désolation au lieu d'améliorer le quotidien de nos populations.

Un bon joueur d'échecs vous dira qu'il faut prévoir plusieurs coups à l'avance et non se contenter de la prise du prochain pion de l'adversaire.

L'analyse des événements du printemps arabe, révèle que les citoyens qui ont débarrassé l'Egypte et la Tunisie de leurs dictateurs respectifs ont laissé une œuvre inachevée. Le but de la société civile de ces deux pays était visiblement de déposer les présidents Moubarak et Ben Ali. C'est vrai que ces deux despotes sont tombés et que personne ne les

regrette. Mais ils ont vite été remplacés par un parti radical qui ne cesse de monter. L'armée, à l'affût, n'avait pas non plus dit son dernier mot et a bien su jouer sa partition, le soutien de la communauté internationale étant frileux et l'économie au plus bas.

L'objectif final ne doit jamais être la chute du dictateur. Ce n'est qu'un collatéral de ce qui est recherché vraiment : la démocratie et le développement dans la paix.

Chaque citoyen conscient doit se dire que la lutte n'est pas terminée, tant que la démocratie n'est pas installée au Togo de façon durable, avec des institutions tellement renforcées dans leur fonctionnement qu'un retour en arrière devienne impossible.

Togolais, notre vision pour l'avenir doit nous rassembler autour du Togo que nous souhaitons construire pour nos concitoyens. Elle doit se décliner dans un projet qui a pour vocation de solutionner leurs problèmes du quotidien. L'alternance politique n'est pas un projet. C'est une porte ouverte vers la réalisation d'un objectif plus grand et c'est cet objectif qui doit être présenté à nos concitoyens.

Quand nous leur demandons ce qu'ils veulent dans l'immédiat, peu d'entre eux se perdent dans des débats de politique politicienne. Le dénominateur commun de tous les pans de la société togolaise est beaucoup plus simple et pragmatique.

Les togolais veulent plus de justice sociale, le respect de leur dignité. Ils veulent une éducation digne de ce nom pour leurs enfants et l'ensemble de la jeunesse. Ils veulent un

emploi avec un salaire décent. Ils veulent un logement avec un minimum de confort.

Ils veulent que les hôpitaux et dispensaires ne soient plus des mouiroirs. Ils veulent une couverture sociale. Ils veulent la baisse du prix des produits de première nécessité. Ils veulent tout simplement vivre mieux, et croire que c'est encore possible autrement qu'en s'expatriant du Togo.

La réponse de notre projet politique à cette interrogation est : Vivre mieux au Togo, c'est possible.

Cette vision est toujours d'actualité. Au vu des récentes évolutions de nos ratios sociaux et des indices de développement humains, des ajustements seront à faire. Mais l'objectif et la vision sur lesquels je me suis engagé devant nos militants et sympathisants, devant le Peuple togolais n'ont pas changé. Mon engagement à me tenir à vos côtés n'a pas changé. Le défi actuel est de nous donner ensemble les moyens concrets d'obtenir ce que nous voulons.

Pour cela, nous devons nous affranchir définitivement de nos peurs qui font le lit de la violence contre-productive.

Plus facile à dire qu'à faire ? Non mes amis, il suffit juste de casser les mythes qui rendent l'opresseur puissant, et comprendre enfin que le pouvoir est entre vos mains et non entre les leurs. Vous devez prendre conscience que le pouvoir c'est vous.

IL EST TEMPS !

PARTIE 3

LE POUVOIR C'EST VOUS

« Cela semble toujours impossible, jusqu'à ce qu'on le fasse. »

Nelson R. Mandela

La violence est notre pire ennemie

Au Togo, comme ailleurs en Afrique, lorsqu'il est question de combattre les régimes utilisant la force pour se maintenir, la première option mise sur la table c'est l'usage de la force sous prétexte que les dictatures ne comprennent que ce langage.

Beaucoup de compatriotes excédés se disent qu'ils n'ont plus rien à perdre. Pour eux, la seule solution est la lutte armée pour libérer le Togo. Je m'oppose systématiquement à cette solution, car elle n'en est pas une. Elle est même très dangereuse pour la paix et la stabilité aussi bien nationale que sous-régionale, surtout en ces périodes où le terrorisme international est à l'affût des territoires instables pour s'y installer.

Leur offrir une si belle opportunité serait une faute terrible. Soyons responsables et ayons à cœur la préservation des vies de nos concitoyens qui ont déjà payé un lourd tribut.

Si je suis radicalement opposé à l'usage de la violence pour lutter contre les régimes qui utilisent la même arme pour se maintenir, ce n'est pas seulement pour une question morale. Ceux qui voudraient me traiter de lâche, laissez-moi vous parler de stratégie et de chances de réussite.

Je suis contre la violence parce qu'elle est réputée contre-productive. En d'autres termes, cela ne marche pas. Cela ne marchera plus, et Alberto Olympio n'est certainement pas le seul à le penser.

Erica Chenoweth et Maria J. Stephan, deux brillantes chercheuses américaines ont écrit, dans leur livre intitulé « Why Civil Resistance Works » ou "L'efficacité de la résistance citoyenne", ceci :

« Les pays qui ont connu une résistance non violente ont plus de 40% de chances de rester des démocraties cinq ans après la fin du conflit. Par contre, les pays qui ont choisi la voie de la violence, ont moins de 5% de chances de devenir des démocraties stables et en état de fonctionnement ».

Ce que nous voulons au Togo, c'est instaurer une démocratie pérenne et non remplacer un dictateur par un autre. Ces chercheuses ont examiné entre 1900 et 2006 plus de trois cent vingt conflits et leur résultat est sans appel : Les campagnes de résistance non violente, écrivent-elles, ont deux fois plus de chance de réussir que celles qui se font avec violence. Soit seulement 26% de chance de réussite si on opte pour une résistance armée. Ce taux grimpe à 53% pour la lutte non violente.

Si jusqu'ici vous n'êtes toujours pas convaincu, comprenez alors ceci : Prenons les armes et nous serons tout de suite traités de terroristes. Nous offrirons ainsi un alibi infaillible au régime pour justifier sa violence sur les citoyens. Il s'empressera alors de durcir la répression, voire de décréter unilatéralement l'état d'urgence. Puis, il fera ce que font tous les régimes dur; faire disparaître des innocents, embastiller les citoyens, et puisque c'est fait au nom de la « sécurité nationale » il bénéficiera du silence de la communauté internationale. A l'arrivée, nous apportons encore un peu plus de misère au peuple, car la répression résultante de l'action armée sera encore plus terrible, plus féroce. Nos libertés seront encore plus restreintes. Le résultat sera diamétralement opposé à l'objectif de départ.

Comprenons donc que la violence étant la discipline dans laquelle excelle l'oppression, nous ne ferons que très rarement le poids en tant qu'outsiders dans une compétition où il est tristement réputé champion.

S'il vous arrive d'avoir un différend avec un champion de tennis comme Roger Federer, je vous conseille de ne pas le défier sur son terrain raquette à la main, surtout si comme moi, vous savez à peine renvoyer la balle contre un mur.

La violence multiforme, nous l'avons tous compris, est l'un des piliers par lesquels se maintient le régime togolais. On voit parfois dans les rue de Lomé, des véhicules blindés dotés de mitrailleuse lourde lorsque l'opposition manifeste. Je me suis replongé ces derniers mois dans les grands classiques des révolutions pacifiques et des mouvements de

droits civiques. J'ai étudié plus particulièrement la révolution serbe qui fit tomber le dictateur Slobodan Milosevic. Dans ma curiosité, j'ai eu l'opportunité de découvrir un livre intitulé «Comment faire tomber un dictateur quand on est seul, tout petit, et sans armes» écrit par un disciple de Gene Sharp, grand acteur et auteur des luttes pacifiques.

Ce n'est pas un livre qui s'adresse aux hommes politiques qui recherchent la conquête du pouvoir pour mieux l'exercer au profit des populations. Il s'adresse plutôt à des citoyens conscients et organisés dans le cadre de la Société Civile. A tous ceux qui se battent pour l'instauration et le respect de la démocratie et des droits de l'homme. La lecture en vaut le détour, et après avoir eu l'opportunité de rencontrer l'auteur et de discuter longuement avec lui, je suis plus que jamais convaincu qu'avec de l'ingéniosité, de la volonté, nous pouvons atteindre notre objectif commun.

Martin Luther King avait écrit ceci : *« Il y a plus de pouvoir dans des masses socialement organisées dans une marche, qu'il n'y en a dans les armes aux mains de quelques hommes désespérés ».*

Il est plus facile à la Société Civile d'attirer des sympathisants à sa lutte si elle est non violente et sans risque pour les manifestants, que si elle est armée. S'il y a donc un potentiel de sept millions de togolais et de togolaises qui pourraient rejoindre une lutte non violente, pourquoi s'obstiner à suivre une poignée de va-t-en-guerre politiques ?

Les luttes non violentes nous apprennent par ailleurs que le plus «gros » n'est pas toujours le plus fort. Si vous avez des fusils mitrailleurs, des tanks et véhicules blindés, des gaz lacrymogènes et des canons à eau d'un côté, et de l'autre côté vous voyez des dizaines de milliers de gens assis en chantant avec le sourire, des drapeaux et des pancartes, il devient difficile pour les forces de maintien de l'ordre de s'entêter dans une logique de violence. Surtout si les manifestants ne sont pas hostiles et prennent le temps de leur faire comprendre que les revendications portées concernent aussi leur quotidien et celui de leurs proches.

Ces forces de sécurité qui se tiennent en face des manifestants, une fois tombé l'uniforme le soir chez eux, font face aux mêmes difficultés que tous les togolais. En tant que citoyens, ils souffrent des mêmes maux que tout le monde : Ils subissent comme tous, les mêmes inondations en saison des pluies et les mêmes hausses des prix du carburant ou du bol de maïs. Dois-je continuer ? Leurs enfants connaissent les mêmes difficultés de scolarisation, et subissent la même mauvaise qualité de soins.

Certaines forces de sécurité sur lesquelles s'appuie le régime togolais partagent dans leur large majorité les mêmes souffrances que le commun des togolais. Notre rôle est de leur faire comprendre que cette lutte est aussi menée pour eux, et que c'est la raison principale pour laquelle nous ne pouvons plus nous affronter. Nous avons plutôt le devoir de nous entraider. Faisons le choix de faire confiance aux forces de sécurité et de défense. Ne leur jetons pas la pierre. Comprenons- les.

Croyez- moi, elles n'attendent que cela.

C'est aussi en faisant de celui qui est considéré comme l'adversaire d'hier, l'allié d'aujourd'hui que nous créerons le surnombre et déplacerons des montagnes.

La technique du Judo politique

Le Judo et l'idéal de Jigoro Kano son fondateur, ont popularisé dans le monde des arts martiaux et au-delà, la notion «d'utilisation de la force de l'adversaire».

Le Judo est un art martial utilisant principalement les projections. C'était et c'est encore un art de défi sportif. Deux adversaires se jaugent, empoignent leurs vêtements et tentent de se faire tomber de la manière la plus nette possible. Il est évident que deux personnes qui s'empoignent les vêtements mais ne bougent pas ne peuvent pas se faire tomber. Donc à l'empoignade succède la lutte. Dans ce cadre de lutte, si un judoka ajoute la force adverse à sa propre force, il accroît le déséquilibre et il est plus facile de faire chuter l'adversaire. Ici il ne s'agit pas de force brute, mais comprendre la force au sens des Sciences Physiques, c'est-à-dire la direction que prend l'énergie. C'est un peu comme si l'on poussait dans le dos un coureur. Il a toutes les chances de tomber.

Et ce n'est pas à Clarisse Agbegnenou, notre célèbre compatriote, que je vais apprendre cela. Le judo ? Elle sait de quoi il s'agit. Clarisse Agbegnenou devient très vite championne d'Europe cadette, vice-championne de France en 2008, puis championne de France en 2009, avant d'entrer à l'Institut national du Sport, le temple de l'éducation sportive dans l'Hexagone. Je ne savais rien d'elle jusqu'en 2014, l'année où elle remporta brillamment les championnats du monde de sa catégorie. Prenez le temps de visionner la vidéo de ce combat sur YouTube. Vous verrez que Clarisse maîtrise parfaitement cette technique : Utiliser la force de l'adversaire contre lui.

Une autre grande dame utilisera cette technique pour arracher la liberté de son pays : Aung San Suu Kyi.

Depuis 1962, la Birmanie croule sous une dictature orchestrée par un régime militaire. La démocrate Aung San Suu Kyi emporta haut la main les élections de 1990. Comme on pouvait s'y attendre, le régime annula tout naturellement les résultats pour se maintenir au pouvoir avec encore plus de force et de brutalité. Les militaires enfermeront le pays sous leur oppression pendant une vingtaine d'années encore. Une série de mesures économiques drastiques finit par faire descendre les gens dans la rue. Parmi eux, un moine : Ashin Koviada. Koviada organisa une marche le 19 Septembre 2007 qui rassembla plus de 400 moines. Il faut dire qu'en Birmanie, les moines sont vénérés et il était impensable que le régime, fasse usage de violence à leur endroit. Ce fut une erreur, l'armée ouvrit le feu sur la foule dès que Koviada et ses partisans apparurent. Il y eut des dizaines de morts.

Même si tirer sur des populations civiles était la panacée de cette dictature, cette fois le régime birman était allé trop loin en s'attaquant à un symbole intouchable : Les moines.

Les tenants du régime apprirent ainsi la leçon que les tyrans refusent d'apprendre avant qu'il ne soit trop tard. L'oppression finit toujours par vous revenir comme un boomerang.

Face à cette violence aveugle et gratuite, même ceux qui n'ont jamais pensé se dresser contre le régime au pouvoir, se sentirent concernés et se sont réveillés avec en eux cette soif de liberté qui sommeille en tout être humain.

C'est ainsi que les autorités birmanes par l'usage d'une force non contrôlée ont précipité leur propre chute. Ceci est un exemple de « Judo politique » où la force du dictateur se retourne finalement contre lui.

Il y a quelques années, le Niger a connu une expérience similaire : Monsieur Mamadou Tandja, élu président de la République de manière démocratique en 1999, a effectué deux mandats de cinq ans. Au terme du deuxième mandat en 2009, il voulut modifier la Constitution pour se maintenir au pouvoir envers et contre tout. Il finira en prison en février 2010 sous la pression populaire et la résistance de certaines institutions.

Plus près de chez nous, et encore plus récemment nous avons vécu la même chose, au Burkina. A force de vouloir se maintenir par la force au pouvoir, après plus de 27 ans de règne sans partage, Monsieur Blaise Compaoré a dû fuir son pays, avant même la fin de son mandat.

L'humour notre antidote contre la peur

Pour maintenir son emprise, toute dictature s'appuie sur la peur. Ce sentiment est utilisé pour paralyser l'action citoyenne. Un travail de sape et d'intimidation est opéré afin que le citoyen ait peur. Peur d'être arrêté, peur d'être torturé, peur pour sa famille, peur de perdre son emploi, peur d'être tué. Peur de tout, puis peur de rien, car il aura peur tout court et tout le temps.

Le but ultime de cette machination est de maintenir la population concernée dans la peur de l'inconnu, afin de l'enfermer à dessein dans un présent certes difficile, mais dont il semble au moins maîtriser les contours.

Laissez-moi vous parler de cette fameuse peur de l'inconnu.

La toute première fois que j'ai fait un saut en parachute à Ocean City près de Washington, la peur me saisit les tripes

au moment de monter dans l'avion. Sauter en parachute, je voulais le faire depuis que mon frère Nathaniel m'a raconté son expérience, il y a bien longtemps, mais sincèrement une fois dans l'avion et l'heure fatidique approchant, je n'en menais pas large. Je ne savais pas comment j'allais réagir à la sensation du vide. Parachute ou pas, personne ne m'avait encore balancé dans le vide. J'ai commencé à avoir peur, puis très peur. Quand je me suis senti projeté dans le vide, je me suis dit que j'allais mourir. Puis en ouvrant les yeux et me rendant compte que je ne m'étais pas désintégré, je me suis mis à profiter de mon saut et des nouvelles sensations qu'il me procurait. Une fois la peur disparue, ce fut un régal. Je vole. Je respire un air pur. Je n'ai pas de limite de vitesse, et quand le parachute s'ouvre, je suis comme assis sur un nuage, en paix avec moi-même. Arrivé sur terre, je n'avais plus qu'une hâte : recommencer. Il y eut d'autres sauts que j'ai abordés avec mon large sourire. Parce que maintenant je savais à quoi m'attendre.

Voici un autre exemple bien connu, tiré des westerns spaghettis :

Les mafieux pointent un pistolet sur la tempe d'un homme et lui tendent une pelle pour creuser sa propre tombe. Ils menacent de tuer leur victime si elle ne se résout pas à creuser la tombe. Les mafieux ont le pouvoir de faire peur à leur victime, et ça marche car elle est souvent paralysée par la peur. Pour autant, peuvent-ils vraiment l'obliger à creuser le trou ? Non, car la décision de creuser ou de ne pas creuser le trou revient à la victime. Elle a le pouvoir de désobéir. La punition sera sans doute fatale. Mais le trou

servait de toute façon à héberger un cadavre non ? Autant que ce cadavre soit un cadavre libre.

Cet exemple très illustratif, je le tiens de Gene Sharp et de Srdja Popovic, son disciple. Ils nous enseignent qu'il y a de nombreuses raisons d'obéir à quelqu'un, mais que la peur reste la raison principale.

Comment retourner alors cette peur à l'envoyeur ? Tout poison ayant un antidote, je vous propose de tester le rire.

Petit, j'étais à l'école primaire catholique de Koketimé, un quartier de la capitale togolaise. J'en garde le souvenir d'un « maître », comme on les appelait à l'époque, qui m'a profondément marqué : Monsieur Tohonou.

C'était un peu la terreur de tous les élèves. D'une sévérité exemplaire, il avait la punition corporelle plus rapide que son ombre. Les raisons de son courroux quant à elles n'étaient pas toujours évidentes. Nous avions alors pris l'habitude de les relier à son style vestimentaire. Quand il arrivait à l'école habillé tout en rouge, nous savions que cela allait être notre fête.

Il nous distribuait alors des coups de « Ketekou », une chicotte bien de chez nous à base de lianes. Rien qu'à y penser, j'ai mal à mes mollets. Toute la classe y avait droit. Les rumeurs allant vite, nous avons appris que nous étions devenus ses souffre douleur et que nos corrections les plus rudes arrivaient en général quand son épouse lui faisait des misères la veille. D'ailleurs sa phrase fétiche était « *J'agis comme un fou* ». Il ne croyait pas si bien dire.

Un jour, pour nous prouver sa « folie », il tente de sauter le

petit muret de l'école avec sa moto. Grave erreur ! L'expression « se casser la figure » prit ce jour tout son sens pour les élèves présents à ce rodéo improvisé par le maître le plus célèbre de l'établissement. Il hurla.

Nous n'avions probablement jamais autant rigolé que ce jour-là, face au ridicule de la situation. Du coup, la bulle de peur dans laquelle nous vivions a explosé. Nous venions de nous rendre compte qu'après tout, le « maître » n'était qu'un être aussi fragile que nous.

Ah oui ! J'oubliais, Il n'est plus jamais venu à l'école tout de rouge vêtu.

Autre histoire plus récente. Elle date d'il y a quelques années. J'avais rendez-vous avec le directeur général adjoint, d'une grande société à Douala, au Cameroun, pour lui vendre les services de notre entreprise. Comme d'habitude, avant le rendez-vous, je consulte la fiche que mes collaborateurs m'avaient faite sur lui. L'homme, un européen, à la cinquantaine, les cheveux grisonnants et bien peignés. C'était un ancien militaire et n'avait aucun sens de l'humour. Il regardait les prestataires de services comme des moins que rien. Il était le dieu qui pouvait décider si par faveur il donnait le projet au prestataire en face de lui. Il était capable de terminer la réunion en moins de 30 secondes, juste après un bonjour froid, si la tête du prestataire ne lui revenait pas.

C'était un projet important pour nous. On venait juste d'ouvrir notre filiale camerounaise et avoir leur société comme référence allait nous booster. Vous imaginez donc la pression que mes collaborateurs ont mise sur moi.

J'arrive au rendez-vous à l'heure précise. Je rentre dans son bureau et d'un ton sec il me dit :

« Bonjour, prenez une chaise. » Je suis en costume cravate, et bretelles. Je réponds poliment à son bonjour. Je dépose tranquillement mon sac. Je prends la chaise et je la porte à bout des bras au-dessus de ma tête. Il se passe deux ou trois secondes de silence. Il me regarde étrangement puis éclate de rire. Je me suis mis à rire aussi et la glace fut ainsi brisée. Comprenant ma plaisanterie, il fait quelques commentaires sur mon geste et on se met enfin à discuter en toute sérénité.

Mes collaborateurs et moi n'avions plus d'appréhensions vis-à-vis de lui. Ce fut le début d'une fructueuse collaboration qui durera plusieurs années.

Mark Twain, l'homme aux mille et une citations et considéré comme l'un des pères de la littérature américaine dit ceci : « la race humaine, dans sa pauvreté, ne dispose, indubitablement, que d'une seule arme réellement efficace : le rire ».

Rien ne peut résister à l'assaut du rire », et j'aime rire. Il est possible de s'inspirer de ce qui se fait ailleurs avec succès, tout en l'adaptant au contexte local, au public local. L'humour est culturel, mais c'est avant tout une arme redoutable.

Je sais que les problèmes que nous avons à affronter sont sérieux, pour autant ce n'est pas en nous ridant précocement à force de vouloir jouer les « durs » que nous allons parvenir à donner un visage plus jeune à la lutte.

Depuis des siècles, la satire et le comique servent à assener certaines vérités dérangeantes au roi. Le fou du roi (ou bouffon) était celui qui, à la cour, avait pour fonction de divertir le roi. Il avait aussi la «liberté du fou», ce qui lui permettait de dire la vérité sans craindre d'être puni, à la condition de l'exprimer sur le ton de la plaisanterie, de la satire ou de la moquerie. Sous nos cieux, on dira de le faire en respectant la loi. L'une des caractéristiques du bouffon est d'exprimer d'un ton grave des choses anodines et d'un ton de plaisanterie les choses les plus graves.

Dans le monde moderne, surtout dans les luttes non-violentes, l'humour et le rire ne sont pas que des artifices de la stratégie, ils sont une partie de la stratégie. Ce que l'on observe à travers l'histoire, c'est que, plus ces régimes répriment le rire, plus cette tactique est efficace.

Les forces de sécurité par exemple, passent beaucoup de temps à apprendre la gestion des gens violents. Ils savent comment se mettre en formation pour impressionner, puis réprimer. C'est leur métier et ils sont bien équipés. Aller les affronter sur ce terrain est une erreur.

Ce que ne savent pas faire les forces de sécurité, parce qu'on ne leur apprend cela nulle part, c'est gérer des gens amusants, rigolos et non-menaçants.

J'en ai fait l'expérience à la CENI au cours d'une de mes visites épiques de 2015.

Nous étions sous un chaud soleil et la tension montait autour de cette question du fichier électoral. Je n'avais pas

pu assister au premier sit-in organisé conjointement avec certaines OSC parce que, le «hasard du calendrier» aidant, j'avais dû me retrouver devant le juge encore une fois pour m'expliquer sur les raisons qui m'auraient poussé à spolier ma propre société et à mettre en péril des années de dur labeur et des centaines de familles dépendant d'emplois que nous étions si fiers d'avoir créés.

Ce jour-là, la tension était palpable sur les visages et l'humeur ne se prêtait pas aux festivités. Puis il y a eu cet agent de la CENI faisant des va-et-vient entre le portail de la CENI et nous qui étions campés derrière et les bureaux dont l'accès nous était refusé. Il faisait plus que chaud. Je me disais qu'il devait faire 35 degré à l'ombre. Et il n'y avait pas d'ombre. Mes collaborateurs m'ont apporté des bouteilles d'eau que j'ai vite fait de partager avec les gardes de la CENI qui nous empêchaient de rentrer alors que nous en avions le droit. Les pauvres n'y étaient pour rien. Ils ne faisaient qu'obéir aux ordres.

Ils sont donc devenus victimes de la situation au même titre que nous. Finalement, après plus de trois heures à attendre sous un soleil de plomb, un agent de la CENI vient me remettre une lettre du président de la CENI me donnant un rendez-vous pour deux jours plus tard. J'ai demandé à plusieurs chefs de parti de l'opposition, candidats comme moi à l'élection présidentielle de se joindre à moi pour ce rendez-vous. La CENI ne voulant les laisser assister au rendez-vous alors qu'en tant que chefs de parti politique, ils avaient autant droit à l'information que moi. Je finis par y aller seul avec leur accord.

Le président de la CENI, fidèle à ses habitudes, ne sera pas présent à la réunion qu'il a lui-même organisée, «pour des raisons indépendantes de sa volonté». J'ai toutefois eu la possibilité de m'entretenir avec ses collaborateurs. Ils m'expliqueront qu'ils ne pouvaient accepter de me laisser voir ce fichier parce que je n'avais pas prêté serment. Je n'ai pu m'empêcher de leur répondre ironiquement qu'eux avaient tellement accordé de valeur à leur serment que cinq d'entre eux furent renvoyés et remplacés nuitamment pour fautes graves. Cela ne plut pas. L'un de mes interlocuteurs particulièrement, me fixait d'un air qui se voulait intimidant. Amusé, je lui demande avec un large sourire : « Tu veux ma photo ? », le tutoyant exprès.

Ne s'attendant certainement pas à ma réplique, Il se décompose d'un coup et bégaye ces mots : « Eh... non non non... que voulez-vous que que que je je je fa fa fasse a a avec votre photo » ?

Si son objectif premier était de m'impressionner ou de me faire peur, moi j'avais bien décidé de lui faire perdre ses moyens. Le point était pour moi.

En tant que citoyens, vous devez aussi vous affranchir de la « peur du chef » et de la « loi du patron ». Nous sommes des responsables politiques, pas des « demi-dieux ».

NON ! Le président n'est pas un «demi-Dieu»

Quand je suis à Lomé, il m'arrive assez souvent d'aller faire du sport à la plage ou dans les lieux de rencontre des étudiants. C'est ma façon de joindre l'utile à l'agréable et rencontrer cette jeunesse dont je veux percer le code comportemental sur son terrain.

Que ce soit lors d'un footing ou un match de foot improvisé, il est très fréquent de voir la surprise de certains. Nos concitoyens ne sont pas habitués à avoir un rapport simple, d'égal à égal avec un leader politique vu comme un CHEF.

Vous connaissez l'anecdote sur le « Chef qui a toujours raison »? Nous sommes en plein dedans.

Je me souviens de l'un de ces matchs improvisés avec des jeunes, alors que j'étais venu faire un peu de footing sur la plage. Je m'approche d'un groupe de jeunes qui me lancent « Président, président va mi po ball » (Président viens faire

une partie avec nous).

Parmi eux il y avait des sympathisants du parti qui m'avaient dit qu'ils se réunissaient pour faire du sport à cet endroit et d'autres que je ne connaissais pas. Prudent, je me suis proposé pour le poste de gardien de but. Je me disais intérieurement que je ne voulais pas me retrouver à annuler mes déplacements de la semaine à venir pour fracture du tibia. En plus, en tant que gardien de but, je me débrouille pas mal. Pour preuve, je n'ai encaissé aucun but ce jour-là. Vous allez comprendre pourquoi.

La partie commence et l'attaquant de l'équipe adverse déboule vers mes buts et s'apprête à m'en mettre un. Au moment où je me lance pour tenter tant bien que mal d'arrêter la balle j'entends un sifflet de l'arbitre du jour « Hors-jeu ! Hors-Jeu ! ». Bon je ne suis pas Pelé ni Maradona, mais je sais encore quand il y a hors-jeu. Alors je dis à l'arbitre au risque de me prendre un carton :

« Non, il n'y a pas hors-jeu ?! »

Et lui me répond « AWO, Président Hors-jeu la ! » (Non président, il y a hors-jeu).

Nous laissons passer l'incident et reprenons le jeu. L'attaquant, bien décidé à mettre un but au « président » ce jour-là pour le raconter à tous ses amis par la suite, s'avance encore vers moi. Là je me dis, il faut que je fasse appel à tous mes talents de gardien de but de l'équipe du Collège Notre Dame du Sacré-Cœur quand j'étais adolescent. Je me prépare à m'élancer pour l'arrêt du siècle et puis...«Priiiiiiiiiiiiiii !» sifflet de l'arbitre ! Je lève les mains, exaspéré en même temps que mon adversaire qui est encore moins dupe que moi.

« HORS-JEU » ! J'essaie encore de lui expliquer en vain qu'il n'y a pas hors-jeu. Impossible. Je me décide alors à mettre fin à ma participation à la partie afin de laisser une chance au jeu de se faire de façon impartiale et à l'arbitre de retrouver ses esprits.

Ça ne vous rappelle pas quelque chose ? Un président de la CENI ne pouvant se résoudre à nommer un autre vainqueur que le « chef ».

Des histoires comme ça, nous en avons plein les ministères et les cabinets présidentiels. Des conseillers et des employés recrutés pour aider le chef à prendre les décisions mais tellement imprégnés de la culture de la chefferie qu'ils deviennent des « béni-oui-oui ».

Combien de brillants cadres de la diaspora, de conseillers pointus et avisés en mesure d'apporter des solutions viables à nos maux sont devenus de vulgaires « plantons du chef » pour une poignée de CFA ?

Au Togo, la communication politique a de tout temps tourné autour du culte de la personnalité. Nous sacrasons le chef, et croyez-moi, même dans nos rangs.

Les ministres ne font jamais rien de leur propre initiative, ils déclarent toujours que c'est sur instruction du chef de l'État. On ne cite même plus le premier ministre.

L'une des raisons pour lesquelles j'ai insisté pour la mise en place de formations citoyennes sur tout le territoire, c'est que je me suis rendu très vite compte que nous allions être confrontés dans notre action à une barrière idéologique et à des forteresses héritées de la culture dictatoriale qui nous berce depuis des décennies.

Au Togo, la rotation du pouvoir semble être une notion tabou, lorsqu'elle n'est pas perçue comme une agression à l'encontre du chef.

Il est inconcevable qu'en 2016 nous ayons encore des présidents de jeunesse de partis qui flirtent avec la cinquantaine voire la soixantaine dans un pays où plus de 75% de la population ont moins de 30 ans. Ils sont certes fringants, et certainement compétents mais la vue de leur tempes grisonnantes le matin devrait leur rappeler qu'il est peut-être temps de laisser la place à une relève, que j'espère, ils ont pensé à former.

Nous sommes en 2016, et en principe dans 4 ans tout au plus auront lieu de nouvelles élections présidentielles. Si vous regardez les « chefferies » de certains partis d'opposition, vous constaterez que certains présidents ou aspirants à la fonction sont frappés, ou le seront bientôt, par la limite d'âge. Pourtant, ils préfèrent s'agripper à leur poste, au lieu de familiariser les militants, l'électorat, et le peuple avec un nouveau visage.

Si nous inculquons un peu plus à nos populations des notions simples comme celle de la temporalité des fonctions de responsables de parti, tout comme celles de chef d'État, alors nous aurons fait un grand pas vers l'autonomisation de nos populations vis-à-vis de la classe politique.

Cette autonomisation leur permettra de devenir un peu plus critique sur l'action de ceux qui les gouvernent.

Brisons une fois pour toute cette idée reçue. NON le

chef n'est pas immortel, et il ne doit pas toujours avoir raison. A moins qu'il ne soit plus despote que responsable. Libérer le peuple de nos jugs, c'est aussi cela la démocratie.

Communiquons plus fort que la censure

Au Togo, comme dans la plupart des pays ayant longtemps souffert des effets de la dictature, la culture du silence est fortement ancrée dans la conscience collective.

Il faudra s'en affranchir.

Avec cette peur constante des représailles liées aux dictatures, naît souvent le culte du secret, de la conspiration et de la clandestinité. Ces comportements sont sources de difficultés pour l'expansion des mouvements citoyens, et bien souvent, aussi inutiles qu'inefficaces. Il est très difficile d'empêcher la police et les agents de renseignements de connaître les plans qui se fomentent dans la clandestinité. Nos aînés dans la lutte ne le savent que trop bien.

Ce qu'il faut savoir, c'est que le secret n'est pas seulement enraciné dans la peur, il y contribue aussi.

Le culte du secret peut affecter la capacité d'un mouvement à demeurer non-violent et à user exclusivement de moyens légaux pour promouvoir ses actions.

En revanche, la franchise concernant les intentions et les projets aura des effets positifs et contribuera à donner l'image d'un mouvement de résistance extrêmement puissant. Lorsqu'une Organisation agit dans la légalité, pourquoi devrait-elle se cacher ? Lorsqu'elle n'enfreint aucune loi, point n'est besoin d'agir dans la clandestinité.

Pour véhiculer plus efficacement l'information, les réseaux sociaux ont introduit de nouvelles pratiques mais également de nouveaux modes d'expression populaire.

En très peu de temps, internet et les réseaux sociaux sont devenus des outils de débat public, de nouvelles agoras qui permettent aux citoyens d'aborder des sujets de tout ordre.

Les récents mouvements de contestation populaire sur ces réseaux illustrent bien ce basculement qui constitue en soi une petite révolution sociale. Ainsi Internet et ses réseaux sociaux ont un rôle important sur la notion fondamentale de liberté.

Nos frères tunisiens ont bien compris cette puissance des réseaux sociaux.

La Tunisie et Internet ont une assez longue histoire commune. En effet, la Tunisie a été le premier pays arabe et africain à se connecter à la toile, et ce dès 1991. Selon l'Agence Tunisienne de l'internet, le premier accès du grand public remonte à Mai 2000, avec le développement des « publinets » (nom donné aux cyber-cafés en Tunisie). En plus

de cela, des opérations comme les ordinateurs à mille dinars ou les bus informatiques, permettront aux grandes villes de Tunisie de devenir très vite hyper connectées.

L'utilisation d'Internet pour protester contre le régime a commencé dès le début de son ouverture au grand public. L'opposition politique et la Société Civile tunisienne vont se montrer leaders dans le monde arabe en matière d'organisation et d'utilisation d'Internet. Mais l'impact de cette mobilisation sera modéré, comparativement à celui que l'on connaîtra au moment du grand mouvement social, en janvier 2011.

En effet, la démocratisation de l'accès à Internet que le régime a opérée, via les publinets notamment, va finir par se retourner contre lui. Selon les statistiques de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), si les tunisiens n'étaient que 4,3% à être connectés à internet en 2001, Ils seront 39,10% à l'être en 2011. La Tunisie dénombre aujourd'hui 4,4 millions de personnes connectées sur un total 10,8 millions, soit un taux de pénétration de 44,5%. Il faut noter par ailleurs que sur ces 4,4 millions de Tunisiens, 3,4 millions disposent d'un compte sur Facebook, ce qui, à n'en pas douter, explique en partie le rôle qu'a eu ce réseau social lors du réveil de la société tunisienne.

Comparé aux autres pays de la sous-région, Internet au Togo est dans un état assez lamentable. Aussi bien sur le plan technologique que par rapport aux coûts de connexion. Le coût d'accès aux télécommunications est l'un des plus élevés de l'espace UEMOA. On connaissait le Togo comme étant un pays du tiers-monde. Il est certainement aujourd'hui un pays du tiers-Internet.

Seulement 4% de la population togolaise a accès à Internet, soit environ 280,000 personnes dont une très grande partie est à Lomé, dans des conditions de débit et de fonctionnement déplorables. Est-ce suffisant pour lancer une bataille médiatique sur Internet ? La réponse est oui, car ceux qui captent l'information directement sur internet s'en font le relais pour atteindre le reste de la population. Ajoutons à cela le facteur diaspora, soit près de deux millions de compatriotes dont la plupart sont très actifs sur les réseaux sociaux. Cette diaspora, à défaut de voter, est un leader d'opinion assez coriace à même d'influencer de plus en plus le territoire national. Les autorités togolaises l'ont compris, raison pour laquelle une cour assidue leur est faite depuis quelques années via des mesures qui relèvent plus du «make-up diplomatique» que d'un réel désir de donner à nos compatriotes vivant à l'étranger pleinement les moyens de participer à la vie politique et économique locale.

Comme je l'ai mentionné un peu plus haut, le régime togolais soigne son image vis-à-vis de l'extérieur à coups de centaines de millions de nos francs. Propagande dans les média internationaux sur papier glacé, location de services de lobbyistes, payés à prix d'or, constituent des canaux du gouvernement pour soigner son image à l'extérieur. Pour le régime, c'est un besoin vital. C'est l'un des piliers de ce pouvoir. Maintenant que cela est connu, il revient aux togolais de faire vaciller ce pilier. Pour cela, la diaspora a un rôle primordial à jouer.

Bien entendu, il ne s'agit pas d'injurier ou de tenir des grossièretés dans les média. Il faut plutôt avoir une approche factuelle et responsable qui se fonde sur des analyses construites avec des arguments de qualité. Le régime lui-

même pose des actes suffisamment propices à la critique. Nul besoin de faire dans le sensationnel et l'extravagance. C'est aussi le sérieux des arguments et la qualité des interventions qui susciteront l'intérêt et qui créeront la confiance.

Le but ici est d'informer et de montrer le vrai visage du régime togolais au monde. J'ai dit vrai visage, ce qui veut dire que nous devons rester véridiques et factuels.

Toutes les injustices et autres violations du droit des togolais doivent être dénoncées et relayées. Avec leurs comptes Facebook, Twitter, et les différentes plateformes de pétitions, les togolais de l'étranger en s'organisant peuvent se donner les moyens de leur politique. Je ne me présente pas en donneur de leçon, je fais simplement, mais avec conviction, des suggestions qui peuvent selon moi renforcer l'efficacité de nos engagements.

Le régime dépense des centaines de millions pour faire de la propagande, dépensons aussi un peu de notre temps pour rétablir la vérité.

Chaque togolais doit devenir observateur de ce qui se passe réellement au Togo et faire braquer les projecteurs du monde entier sur le pays. Avec les smartphones, on peut filmer tout ce qui est jugé inacceptable : les routes inondées avec des eaux stagnantes, les bébés victimes de malnutrition, les femmes obligées de faire des kilomètres pour aller chercher de l'eau potable, les écoliers obligés de transporter des briques pour s'en servir comme bancs de classe, les conditions de vie des étudiants, l'état des hôpitaux si on peut encore les appeler ainsi, les conditions de vie dans les prisons, la violence gratuite de certains agents, j'en passe

et des pires.

Récolter les témoignages des compatriotes en souffrance et poster les vidéos sur des plateformes de medias sociaux est aussi un mode d'expression utile.

Je vous entends déjà me dire que le pouvoir va riposter en censurant, comme à son habitude, les sites au Togo. Mais croyez-moi, il existe des moyens techniques de contourner ce type de censures. C'est mon métier, je sais de quoi je parle. La petite équipe d'internautes du régime représente une toute petite brigade au regard des deux millions de togolais de la diaspora et de tous ceux de l'intérieur. Malgré les gros moyens financiers dont dispose le régime, il ne peut pas gagner cette bataille médiatique, si les togolais s'organisent sérieusement et que chaque citoyen concerné en fait son devoir.

Pour finir, sachez que tout bon directeur des ressources Humaines sait que la communication interne est un des piliers de la gestion d'une structure. La vision doit être partagée. La vision joue le rôle de ciment fédérateur qui permettra de faire adhérer le plus de monde possible. Les leaders ne doivent donc pas faire l'économie de la communication, Il est aussi de leur devoir de donner la parole aux membres. C'est la meilleure façon d'être au courant des avancées sur le terrain et de recueillir des suggestions pour améliorer les choses. Les meilleures idées viennent souvent du terrain et c'est toujours ce dernier qui gagne.

Soyons la dernière ligne droite, GAMESU

Plus de 50 ans de lutte, c'est beaucoup. J'en suis conscient. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas la léguer en héritage à nos enfants et nos petits-enfants. C'est à nous de prendre nos responsabilités. Il est grand temps.

Pour ce faire, tous les acteurs impliqués dans la lutte doivent rester unis et organisés. Ce sont les groupes les plus organisés qui sont les mieux indiqués pour inspirer la confiance nécessaire à l'adhésion de nos concitoyens.

Le gouvernement qui suivra, que ce soit pendant une transition ou après l'élection démocratique, doit savoir qu'il est sous surveillance, et que le peuple togolais ne va plus jamais tolérer une quelconque dérive, tant sur le plan de la démocratie et des droits de l'homme que celui de la bonne gouvernance. Les togolais seront vigilants, et deviendront les gardiens de leur démocratie.

Si vous avez pris le temps de lire ce livre jusqu'ici, alors il n'y a que deux explications possibles :

- Vous êtes un défenseur du pouvoir actuel et vous voulez savoir ce que nous pensons faire. J'espère que vous avez apprécié la découverte et surtout que vous avez compris qu'il vaut mieux rejoindre la grande majorité des togolais qui vont prendre leur destin en main.
- Vous êtes comme moi un défenseur de la liberté, alors je suis sûr que vous aurez aussi envie d'être acteur du changement qui est en marche.

Nous savons tous que personne ne fera ce travail à notre place. Personne ne viendra nous donner un pays sculpté pour nous sur un plateau d'argent. Il n'existe pas d'autres solutions pour le Togo que celles qu'apporteront les togolais et les togolaises. C'est ensemble que nous devons bâtir nos propres espérances.

La génération de nos parents a été sacrifiée. Nous avons le devoir de ne pas laisser sacrifier celle de nos enfants.

Certes la route fut longue et la lutte usante, certes beaucoup d'entre nous y ont laissé des plumes et ont payé le prix fort, mais c'est justement la raison qui doit nous pousser à ne rien lâcher. Que nous reste-il au final à perdre ? Si ce n'est rien, plus grand chose.

Chers amis, au plus fort de la tempête, alors que nous cherchions encore des solutions et un nouveau souffle pour entamer l'acte 2 de notre lutte, objet de cet ouvrage, il me fut posé la question suivante :

« Alberto. Que comptes-tu faire maintenant ? »

Ma réponse fut textuellement celle-ci : « Connais-tu cette citation? *Peux-tu voir détruite l'œuvre de ta vie et sans dire un seul mot te mettre à rebâtir?* C'est exactement ce que je m'appête à faire. Je l'espère avec toi, avec les autres, et avec tous ceux qui nous rejoindront ».

C'est ce que je souhaite dire à chaque togolais qui parcourra les pages de ce livre.

La lutte togolaise a connu des moments de gloire puis a été escamotée, mais la lutte doit survivre. Ensemble, ici et maintenant, œuvrons pour l'amélioration du quotidien des togolais, en commençant par notre espace immédiat.

Mes chers compatriotes, nous avons entre les mains le pouvoir de nous libérer. Togolaises, togolais,

LE POUVOIR C'EST VOUS !

Table

Préface.....	8
--------------	---

PARTIE 1 : UN AN !

1. Bis Repetita.....	14
2. 1-2-3 Fraudez !.....	24
3. Légal mais Illégitime.....	38
4. Le principe des 2 mandats maximum.....	48
5. L'Alternance comme seul rempart au chaos.....	56
6. Demain se prépare aujourd'hui.....	59

PARTIE 2 : IL EST TEMPS DE RESISTER

7. Nouveau départ.....	69
8. Face à la Diaspora.....	74
9. La résistance citoyenne plus forte que l'oppression politique.....	82
10. Une société civile au service du citoyen.....	89
11. Se retrouver autour des causes qui nous unissent.....	99
12. Les petites victoires qui nous font grandir.....	101
13. Le peuple périt en l'absence de vision.....	108

PARTIE 3 : LE POUVOIR C'EST VOUS

14. La violence est notre pire ennemie.....	114
15. La technique du Judo politique.....	120
16. L'humour notre antidote contre la peur.....	123
17. NON Le président n'est pas «Demi-Dieu».....	131
18. Une communication plus forte que la censure.....	136
19. Soyons la dernière ligne droite GAMESU.....	142

Achévé d'imprimer au Togo pour le
compte des éditions Awoudy Juin
2016

Le Pouvoir c'est Vous

« Peuple Togolais, par ta foi et ton courage une Nation est née ».

Chaque fois que je passe à côté du monument de l'Indépendance du Togo, je ne peux m'empêcher de lire et de relire cette phrase. Elle résume tous les sacrifices que nos pères et nos mères ont dû consentir pour arracher l'indépendance de notre pays à une autorité hostile à cette idée. Près de 60 ans après, ce monument donne à chaque citoyen togolais la recette de nos victoires présentes et à venir : Courage, détermination, conviction, profond sens du devoir patriotique et surtout RESISTANCE. Voilà l'héritage intemporel que nous laissent les sages qui ont lutté pour que vive notre Nation.

Nous sommes aujourd'hui loin du modèle que voulaient construire nos aînés. Une Nation où règnent la démocratie et la liberté, une Nation où le peuple est au cœur de tout. Une Nation où le « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » est une réalité.

Il est de notre devoir de reprendre le flambeau et d'aller au-delà de nos déceptions pour saisir cette vérité que des décennies de dictature ont tenté de nous faire oublier :

Le pouvoir ce n'est pas eux, le pouvoir c'est le peuple. Le peuple c'est vous. Peuple Togolais par ta foi et ton courage, vivre mieux au Togo est possible.



Né à Lomé au Togo en 1966, Alberto Olympio, Ingénieur en informatique, a construit sa réussite professionnelle en Europe, aux Etats-Unis, puis en Afrique dans l'industrie des technologies et des Systèmes d'Information.

En 2013, il prend la décision de se réinstaller au Togo afin de mettre ses compétences au service de l'amélioration des conditions de vie de ses concitoyens. Il porte sur les fonts baptismaux en Mars 2014 un nouveau parti politique : Le «Parti des Togolais».

Dans un pays qui n'a pas connu d'alternance politique depuis 1963, sa volonté est profonde et sincère : Lutter afin que le Togo rejoigne les grandes démocraties africaines et entre dans une dynamique de développement où chaque citoyen tirera profit de la croissance économique.

Il fut candidat à l'élection présidentielle de 2015 mais refusa d'y participer pour manque de transparence. Alberto Olympio est aussi l'auteur de « Je Prends le Parti des Togolais ».



9 782373 160345

*Collection
Tourbillon*